

Viens marcher ma Terre

11^e année, n° 1 UPA Développement international 2003-2004

Un mouvement planète Terre pour une agriculture équitable...

Collaboration spéciale :
Odile-Marie Comtent,
agro-économiste

Les dernières négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun ont secoué le milieu agricole un peu partout dans le monde. Qu'est-ce que les paysans d'Afrique de l'Ouest, producteurs de coton, avaient mangé pour tenir tête aux négociateurs des pays riches, Europe et États-Unis en tête? Du lion?

Une belle leçon de solidarité pour les productrices et producteurs d'ailleurs, dont ceux du Québec, devant une menace commune que représentent les négociations actuelles à l'OMC. Et une motivation encore plus grande à croire qu'un autre monde est possible, que nos aspirations de même que nos prétentions pour une gestion de l'offre sont bien légitimes.

Pas question de nous priver de notre droit de produire pour nourrir nos populations!

Six droits à respecter

Il n'en fallait pas plus pour monter aux barricades et proposer un vaste mouvement de solidarité pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) fondée sur le respect des droits à :

- * La sécurité alimentaire.
- * L'intégrité du territoire national.



- L'intégrité du territoire agricole.
- La protection de l'agriculture familiale.
- Un prix équitable pour les produits de la ferme.
- La gestion du marché intérieur.

Dans un modèle d'agriculture équitable, la sécurité alimentaire doit dépendre d'abord et avant tout de la production nationale. Pour prétendre à cette aspiration, les États doivent donc avoir la liberté de gérer leur marché intérieur. Mais encore faut-il que l'agriculture du pays soit dynamique et se développe au rythme de la demande. Pour y arriver, les principaux artisans, soit les productrices et producteurs, doivent recevoir pour leurs produits un prix couvrant les coûts de production, incluant un revenu décent pour la famille, ce qui pourrait constituer un prix équitable pour leurs produits.

MANUS CAUSA

«Parfois le soleil rougit le soir de ce qu'il a vu le jour.»

(Source inconnue)

L'Agence canadienne de développement international (ACDI)
a participé financièrement à la réalisation de ce rapport.

Note : À l'intérieur du présent rapport, le plus souvent nous utilisons les mots paysannes et paysans, mais à l'occasion nous écrivons productrices et producteurs agricoles, ou encore agricultrices et agriculteurs. Pour nous, ces mots sont synonymes et désignent les gens de la terre, les gens pratiquant l'agriculture ou l'élevage.

RACINE DES MAUX

Dans les mots de Racine, en Québec

... là où les mots se mouillent dans le creux des mains des
Gens de la terre

Manuscripts

SOMMAIRE

Éditorial	6
Un président se manifeste	7
Le mot dire du directeur général	8
Cahier A	
L'actualité mondiale: conjoncture conjoncturelle ou structurelle?	9
Cahier B	
Courrier du lecteur	11
Cahier C	
Le courrier du cri des cœurs	21
Cahier D	
Publi-reportage	28
Cahier E	
Les manifestations: les projets.....	35
• Afrique de l'Ouest.....	37
• Afrique de l'Ouest et Centrale, El Salvador et Canada	39
• Burkina Faso	47
• Guinée	52
• Mali	54
• Sénégal	57
Poste restante.....	58
Cahier F	
Information sur les programmes.....	59



LA TERRE

75
a/n s
Depuis 1929
«Cultiver les idées
en semant les mots»

Nom de journal fictif, par des lettres fictives. Ceci afin de souligner un 75^e anniversaire bien réel, celui de La Terre de chez nous et du coup, faire rapport de problèmes tout autant réels avec lesquels UPA Développement international a dû conjuguer tout au cours de l'année.

ÉDITORIAL

Racine, mars 2004

75 ans x 52 semaines x 30 pages = 117 000 pages!

La Terre vous reçoit

N'ayez crainte elle vous connaît, depuis le temps que vous lui marchez dessus. À soixante-quinze ans, elle courbe un peu le dos, même qu'elle se met en boule tellement elle supporte mal ce qu'on lui fait vivre. De déchirure en déchirure elle pleure, à tel point que ses larmes se réfugient dans les creux de sa vie, donnant naissance à autant de lacs. Débordant à leur tour de peines démesurées mais aussi de joies immenses, des rivières entières prennent le trop-plein jusqu'à l'océan, partageant au fil du courant autant d'émotions qui ont cours.

Tantôt triste, tantôt gaie, jamais trop sûre de l'homme, la mère des océans avance un peu sur la Terre et puis se retire. Elle revient chaque fois pourtant, comme pour se rassurer de nous, et pour nous rassurer aussi. N'ayez crainte, la Terre vous reçoit puisqu'elle est votre planète. Mieux que quiconque, elle sait que de toutes ses larmes, mêlées à notre sueur, jaillit le blé et tout ce qui prend racine en son sein.

Elle a ses opinions bien sûr, mais pour l'essentiel, elle vous produit. Si elle bouillonne de l'intérieur, elle préfère nous laisser du côté de la lumière. Du soleil levant au soleil couchant, elle espère, elle espère toujours un plus grand accomplissement. Puis à l'heure de la tombée, elle souhaite de tout son être que ce soit du côté des étoiles que notre regard s'arrête, les ténèbres n'étant pas vraiment sa couleur.



N'ayez crainte, venez marcher encore la Terre. Que ce soit en beauté ou même en maux dits, dites-lui les vraies choses. De nos plaies ouvertes qu'elle transcrit au pied de la lettre, de nos cris du cœur qu'elle fait voyager par courrier, elle est toujours nouvelle et aussi belle. Même si parfois on voudrait bien tourner la page sur des trous béants que l'on creuse pourtant sans la fin, sans la faim. Elle est l'empêcheur du vide, du trou de mémoire. De ces trous que l'on creuse, elle ne fait pas que des mots qui s'entêtent et s'empilent. Lorsque le trou est géant, elle nous amène au bord du précipice qu'elle couvre de sa page frontispice.

Nous la recevons la Terre. De semaine en semaine, nous l'attendons. De semelle en semelle nous la parcourons, elle a notre pas. Nous avons un abonnement à la Terre, toute notre vie du rang, toute notre vie durant.

L'éditeur

Un président se manifeste



Laurent Pellerin

Je vous ai lu depuis toujours, mais il faut le dire, plus attentivement encore depuis quelques mois. Je vous entends à travers les plaintes, les plaines et, tel un écho venant des montagnes, je vous reçois parfaitement. Presque sans distorsion, mon oreille perçoit les mêmes maux.

Je suis président, il est vrai, mais au-delà de cette fonction, j'aime me rappeler que je suis d'abord et toujours un producteur agricole. L'agriculture familiale résume mon passage sur la Terre que j'occupe. Elle s'est immiscée dans ma vie avant de s'ériger en état d'être. Elle est ma profession et mon état civil. Marié et père de famille, j'ai nourri tous mes espoirs à la main. Tant et si bien que la présidence n'est que la continuité d'un travail passionné.

Comme vous, et comment pourrait-il en être autrement, je suis égaré dans cette conjoncture. Comment comprendre une telle équation. Le nombre d'affamés sur cette planète, le volume de production que la Terre met à leur disposition, les profits engrangés dans des fenils dont on ignore même l'existence, l'énergie dépensée par toutes ces mains mises à la Terre. Comment s'expliquer tous ces conflits, à commencer par ceux armés de paroles à répétition et tous ces politiciens qui ont le front de changer leur fusil d'épaule. Et ces conflits d'intérêts dont on est de ceux qui en payent la note. Tous ces

argents cachés dans les capitales du monde pendant qu'au-dehors, presque tout le monde fait partie d'un arrière-pays à qui on exige davantage de ressources.

Mais au fond, est-il encore utile même d'y revenir? Ne faut-il pas plutôt penser cette fracture, et penser autrement. J'eus pensé jadis qu'il nous faudrait trouver une explication logique, défendable, à tout le moins, présentable. Aujourd'hui, il me reste un mot, bien seul mais essentiel, le mot juste.

Juste d'apprendre que le fil de la vie de dix millions de paysans en Afrique de l'Ouest tient à la vente de leur coton, alors que sur un autre continent on défie le juste prix au nom de je ne sais quelle fibre. Juste de savoir que sur ce même continent une seule vache, une seule, peut détruire la vie de dizaines de milliers d'éleveurs. Je me dis que ce n'est pas juste un signe des temps.

Il nous faut revenir à la juste part des choses. Il nous faut se mobiliser non pas pour faire connaître, ni même reconnaître l'exaspération insidieuse qui prend la place de nos aspirations. Il faut se mobiliser pour faire changer la donne, pour un juste équilibre. Par grand vent, j'entends les discours au Sud portant sur le soutien à donner à la masse laborieuse que représente la paysannerie. Ils sont de même résonance que ceux qui soufflent au Nord lorsque la tempête se soulève. De temps en temps on nous nomme, on nous fait appel, comme pour bien mesurer le nombre restant. Non vraiment, le seul temps qui nous reste, c'est celui d'un meilleur partage, d'un partage juste et équitable.

Viens marcher ma Terre, numéro 1

Journal circonstanciel pour une agriculture structurelle

Éditeur:

UPA Développement international

Directeur de la publication:

André D. Beaudoin

Rédacteur en chef:

Paul Langelier

Adjoint à la production:

Claude Giles

Révisseurs:

Francine Breton, Julie Rochon et Myriam Payant

Infographiste:

Ginette Morneau, Versicolore design graphique

Photos:

André D. Beaudoin et Paul Langelier

Pour abonnement ou pour tout commentaire :

UPA Développement international
555, boul. Roland-Therrien, bureau 020
Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone: (450) 679-0540 poste 8844 ou
(450) 679-0530 pour extérieur du pays

Télécopieur: (450) 463-5202 ou (450) 646-4565

Courriel: upadi@upa.qc.ca

Pour complément d'information, visitez notre site :
<http://www.upadi-agri.org>

Le mot dire du directeur général



André D. Beaudoin

Toujours un peu difficile l'exercice de faire rapport, du moins sur l'essentiel. À la lecture de ce dernier vous remarquerez peut-être un certain changement de ton. Il traduit pourtant le même engagement, celui d'appuyer les paysannes et paysans des pays en développement

dans leur quête d'une plus grande part sociale dans la justice, aussi bien économique que citoyenne. Peut-être cela est-il dû, justement, au fait qu'il nous est difficile de voir se consolider certaines avancées dans les pays où nous intervenons, ou encore à notre propre recul face à des acquis que nous jugions pourtant minimaux? Probablement que les douze derniers mois ont été teintés des deux à la fois.

Il faut bien se rendre à l'évidence, au Canada, l'agriculture est une «priorité de salon». Discours rassurant, gestes symboliques, mais peu de concret. Les faits sont là pour en témoigner. La portion de l'aide publique canadienne au développement consacrée à l'agriculture est passée de 11 % à moins de 5 % entre 1990 et 2001¹. Pour la même période, les dépenses du gouvernement canadien en agriculture ont chuté de 48 %². Voilà pourquoi Qualman et Wiebe parlent dans leur étude «The Structural Adjustment of Canadian Agriculture» d'un ajustement structurel du même type que celui des pays en développement.

Il n'en faut pas plus pour saisir la dynamique dans laquelle UPA Développement international (UPA DI) intervient. Dans l'exercice de planification stratégique qui a servi à incarner le nouveau plan de développement de la corporation, il nous est apparu clair que nous devons accentuer le travail amorcé autour de deux préoccupations majeures: situer nos interventions dans une approche globale et développer des alliances stratégiques.

En effet, nous aurons beau connaître tous les succès espérés sur le terrain, ils demeureront toujours mitigés si nous n'arrivons pas à agir sur la réalité plus globale dans laquelle évolue le monde paysan. Pour y parvenir, nous comptons renforcer nos alliances d'abord avec nos partenaires naturels du secteur agricole, tels la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et sa composante AgriCord, ainsi que les réseaux d'organisations agricoles du Sud, mais également avec d'autres acteurs du développement, dont les organisations de coopération internationale.

Ce faisant, nous prenons le pari qu'ensemble nous serons plus à même de couvrir davantage les réalités dans lesquelles et pour lesquelles l'agriculture évolue. Ainsi pourrons-nous plus facilement influencer, voire développer, des politiques offrant des perspectives plus durables pour une agriculture offrant à son tour un meilleur devenir à celles et ceux qui s'y investissent au quotidien.

Le nouveau plan de développement de la corporation s'inscrit donc dans la continuité de son engagement, en harmonie avec sa mission: défendre l'agriculture familiale sur tous les fronts, sur tous les tons. En somme, un ton de «Fair play», une question de «Faire trade», voilà le commerce d'une agriculture équitable.

Priorité de «cuisine» p.c.q. c'est là qu'on mange...

¹ Le développement rural durable: Le rôle de l'agriculture dans le cadre du programme canadien d'aide internationale, document de travail, ACDI, octobre 2002.

² AAFC, Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance Data Book, various releases, Table C.1. Extrait de l'étude de Nettie Wiebe et Darran Qualman: The Structural Adjustment of Canadian Agriculture, Canadian Centre for Policy Alternatives.

Cahier A

L'actualité mondiale



Conjoncture
conjoncturelle
ou structurelle ?



Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris-France³

«Ceux qui courent, volent et nous vengent, tous ceux-là, et beaucoup d'autres, entraient fièrement à l'Élysée en faisant craquer les graviers, tous ceux-là se bousculaient, se dépêchaient, car il y avait un grand dîner de têtes et chacun s'était fait celle qu'il voulait.» p. 6

Le NPDA naît pas ! Serait-il mort-né ?

Quand la conjoncture n'est pas favorable, nous la qualifions de conjoncturelle. Et si la conjoncture persistait, serait-elle structurelle ?

Dans le rapport de l'an passé, nous accueillions avec un enthousiasme réservé l'engagement du Canada et des pays du G8 dans le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique* (NPDA). Enthousiasme puisque le partenariat était proposé par les chefs d'États africains, conjointement et solidairement. L'Afrique apparaissait unie plus que jamais, non pas contre un ennemi commun, mais bien comme un partenaire de l'ensemble des pays donateurs.

Enthousiasme également parce que, non seulement l'initiative de ce nouveau partenariat provenait du Sud, mais le partenaire africain y était présenté comme celui qui est au poste de commande, le «chauffeur de l'autobus du développement».

Mais réservé aussi, du fait que le modèle sur lequel reposait la proposition des chefs d'États africains

s'inspirait assez fortement du modèle dominant extérieur à l'Afrique. Ce même modèle qui tentait déjà depuis quelque temps de s'imposer à travers les programmes d'ajustements structurels, et qui ne serait plus, dans ce nouveau partenariat, conjoncturel, mais bel et bien permanent.

L'absence, sinon l'ignorance d'un processus participatif de la société civile africaine donne à croire qu'il s'agit plutôt d'une démarche du haut vers le bas, confirmant ainsi l'option des chefs d'États pour le modèle dominant. Voilà, quant à nous, une autre réserve majeure. Comme si le sort des populations «Petites gens», reposait sur des ententes entre les «Grands de ce monde», girouettes aux vents dominants, fussent-ils du Nord ou du Sud. Comme si l'élément «nouveau» de ce partenariat nous ramenait au lendemain des indépendances, lorsque l'élite d'alors croyait que le développement de l'Afrique reposait essentiellement sur ses seules épaules.

Cette option retenue par les chefs d'États ouvre grande la porte à la coopération multilatérale et unidirectionnelle, bien à l'abri de la société civile.

³ Toutes les citations en début de cahiers sont tirées de : Paroles, Jacques Prévert, Éditions Gallimard, Paris, 1949, Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris, France (1931) pp. 5-16. Il est toujours étonnant de réaliser à quel point un texte écrit il y a plus de 70 ans peut prendre la légèreté avec laquelle des gens traitent des choses qui ne les touchent pas directement et immédiatement...



L'actualité mondiale

Et sur l'itinéraire néo-libéral, comme sur une carte routière, les mains sur le volant des autobus du développement, les dirigeants aveuglés par les phares d'un monde illusoire ne défilent-ils pas dans un long cortège «développementeur»?

Heureusement, le long du parcours, la société civile africaine s'organise et propose des modalités de mise en œuvre du NPDA, reposant davantage sur la participation des populations et le «savoir-faire» local. Au Mali, par exemple, ce mouvement a pris la forme du «GUN», Groupe d'urgence NPDA. Ce dernier fait d'ailleurs figure de leader dans la réflexion sur la mise en œuvre du NPDA au Mali. Les organisations membres du GUN ont pris d'assaut le fauteuil du chauffeur et partagent avec les agents de l'État, souvent loin de l'information, leurs analyses et surtout l'itinéraire que devrait suivre l'autobus pour être «développementeur».

On s'éloigne peu à peu de cette Afrique au volant d'une limousine, propriété d'un ministre du Nord ayant défini le tracé à suivre. Le plus bel exemple de ce changement de direction s'est produit lors de la séance de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun, en septembre 2003.



Les pays de l'Afrique de l'Ouest, producteurs de coton, ont surpris tout le monde et en particulier les «bronzes» du modèle néo-libéral, coulés dans un même moule, provoquant un court-circuit dans la direction qu'ils croyaient imposer au marché agricole mondial. Solidaires, ils se sont fait entendre et ont réussi à bloquer la direction d'un certain impérialisme agricole, fut-il américain ou européen, ou tout simplement à leurs yeux, du Nord. Pourtant, leur geste d'éclat a permis à d'autres producteurs, dont nous sommes, peut-être mieux nantis et se croyant à l'abri, de reconnaître à quel point l'agriculture qu'ils voulaient protéger était menacée. Comme sable du désert, l'agriculture semble couler entre les doigts des productrices et producteurs, entre les droits de celles et ceux qui la vivent au quotidien.

Il n'en fallait pas plus pour que naisse un mouvement de solidarité pour une agriculture équitable, une agriculture qui permet à celles et ceux qui la pratiquent, quel que soit l'endroit sur le globe, d'en vivre dignement avec un revenu prenant en compte le coût réel de production, une agriculture qui ne soit pas seulement un privilège accordé par les néo-

partenaires libéraux aux gens de la Terre, aux mains calées et aux pieds gercés. Pour les gens de la Terre, le droit à se développer se traduit par:

- ① • Le droit à la sécurité alimentaire.
- ② • Le droit à l'intégralité du territoire national.
- ③ • Le droit à l'intégrité du territoire agricole.
- ④ • Le droit à la protection de l'agriculture familiale.
- ⑤ • Le droit à un prix équitable pour les produits de la ferme.
- ⑥ • Le droit à la gestion du marché intérieur.

Si le NPDA n'a pas encore répondu aux attentes fondamentales, il aura, tout au moins, donné aux Africaines et Africains l'impulsion nécessaire pour qu'ils reprennent en mains leur destinée. Depuis Cancun, nous aurons vu naître une nouvelle fierté africaine susceptible de changer la donne. Les gants blancs sont déposés sur le siège du passager et les nouveaux maîtres du volant s'inspirent d'un nouveau mode de conduite, «manus modo».

Cahier B

Courrier du lecteur



«Et ceux qui étaient venus pour vendre du charbon et du blé vendent du charbon et du blé et de grandes îles entourées d'eau de tous côtés, de grandes îles avec des arbres à pneus et des pianos métalliques bien stylés pour qu'on n'entende pas trop les cris des indigènes autour des plantations quand les colons facétieux essaient après dîner leur carabine à répétition.» p. 9

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre,
édition du 17 octobre 2003

Amende honorable

Je suis un producteur de bœuf, au Québec. Je suis en production depuis plus de 25 ans. J'ai acquis de mes parents la ferme laitière que j'ai exploitée pendant une quinzaine d'années avant de la convertir en ferme bovine. Dans ma région, nous sommes plusieurs à avoir fait le choix de développer cette production. Nos grands espaces et le coût des terres offraient de belles perspectives. Spécialisé dans l'élevage de vache-veau, mon troupeau compte plus de 500 têtes.

Comme bon nombre d'entre nous, j'y ai cru. J'ai cru au libéralisme économique, à la spécialisation et à la montée de l'expansionnisme. J'ai même cru à la mondialisation du commerce. La concentration de la production était certes une réponse à notre capacité de maintenir notre revenu, mais elle souscrivait aussi à une logique que nous avons fait nôtre, du moins que j'ai fait mienne. Elle s'inscrivait en quelque sorte dans

une tendance lourde, dans un ensemble ou une suite, pour ne pas dire une fuite.

J'ai souscrit aux objectifs de croissance des exportations du Canada. Le discours économique dominant, mobilisateur, et l'objectif de réduction de 50% du nombre de personnes souffrant de la faim me garantissait un bel avenir, me semblait-il. L'intérêt était réel et la mission était noble. Puis doucement la course folle a pris le dessus, pas celle aux profits, mais plutôt celle qui grugeait de plus en plus notre qualité de vie et nos marges financières. Et fatalement une certaine vache est venue déféquer sur nos ambitions, éclaboussant tous les éleveurs du pays comme si elle constituait un tas de vaches folles. Mais elle était seule, loin de chez moi et pourtant si près de mes préoccupations quotidiennes.

J'ai l'impression que nos gouvernements ont pris la fuite, au sens propre, nous laissant les suites, défaits dans un contexte de démesure. J'ai beau regarder mon troupeau à travers champs avec le même attachement, j'ai le sentiment qu'il m'échappe de plus en plus. Je n'arrive plus à voir aussi loin qu'avant; l'horizon a un profil bas. Ne voyant plus devant, j'ai regardé derrière. J'y ai vu une étable

Courrier du lecteur

passablement transformée, mais toujours solide et j'ai pensé à ses fondations. Mon grand-père savait bâtir sur du solide.

Je me suis surpris à penser que je l'avais presque oublié. Notre agriculture repose sur des fondations, notamment celles de l'action collective. Pendant plus d'une décennie, je n'ai plus songé au fait que l'agriculture familiale repose sur la nécessaire cohésion collective. Comment ai-je pu croire un seul instant qu'un bâtiment laissé seul aux quatre vents pouvait trouver la force de résister, solitaire ? Ébranlé, j'ai fouillé au plus profond de moi, jusqu'aux racines, pour puiser toutes les forces nécessaires pour rebâtir un avenir, le mien et celui de notre histoire, solidaire.

Heureusement, la charpente bien ancrée aux fondations a tenu le coup. Dans la tourmente, même le temps doit être de la corvée, celle de rebâtir. Comme chaque fois que ce fut aussi nécessaire qu'utile, il nous faut savoir à quelle enseigne on se loge. Quant à moi, j'appartiendrai à la résistance.

Armand de Grandpré
Producteurs de bœufs ■

Note au lecteur – Cette lettre parue à l'automne 2003 a suscité bon nombre de réactions de partout dans le monde. Des lettres fictives pour une pensée bien réelle, une remontée d'un contre-courant, une réflexion manifeste.

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre,
édition du 31 octobre 2003

Un grillon se fait entendre à l'OMC

M. le Rédacteur en chef de *Viens marcher ma Terre*, bien chers Lectrices et Lecteurs de ce journal devenu indispensable au milieu rural, merci de me donner l'opportunité de faire entendre ma voix. À titre de président de la Fédération des producteurs agricoles et des éleveurs du Mali (FPADEM), j'ai eu la chance de participer au Séminaire sur le commerce international tenu au Burkina Faso en mai 2003 et organisé par UPA Développement international.

À travers toutes les personnes rencontrées et tous les discours que j'ai pu entendre, j'ai retenu plusieurs choses de cet événement inoubliable. Les accords sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont érigé leur case dans mon champ de riz. Ces accords ne sont pas étrangers à ma condition de paysan lorsque je vois le riz qui est exporté en pagaille vers mon pays, alors que nous-mêmes nous en produisons. Conséquences: dumping, concurrence déloyale, pression à la baisse sur nos prix, etc.

Dans le même sens, certains osent nous faire croire que c'est trop complexe ces négociations, que ce n'est pas à la portée des paysans africains. Au Séminaire nous avons joué, comme les Canadiens disent, au Grand jeu de la mondialisation, afin de mieux comprendre ce qui se déroule au plan du commerce international. Nos collègues canadiens ont fait la démonstration que comprendre, même la complexité, peut être simplement un jeu. C'est comme la sauce aux feuilles que nous mangeons avec notre mets national, le tô; c'est complexe pour qui se tient loin de la cuisine, mais cela n'a pas de secret pour nos filles, même en bas âge.

À partir notamment de l'expérience canadienne en la matière, et de la présence au Séminaire d'un certain nombre de représentants gouvernementaux de cinq pays Ouest-africains, nous avons pris conscience de l'importance, en tant qu'organisation paysanne, d'entrer en dialogue continu avec nos États. C'est notre responsabilité de faire entendre les intérêts et le point de vue paysan, et ce, de différentes façons. Nous nous sommes donc donné conjointement, État et organisations paysannes, un plan de dialogue continu pour éviter que le Séminaire ne soit qu'un chapelet de vœux sans suite. Hier encore, nous habitons si loin l'un de l'autre dans le même village.

Nous avons parlé, espéré et surtout organisé ce que j'appelle une plus grande solidarité tous azimuts. En effet, le Séminaire regroupait 17 organisations paysannes et deux réseaux Ouest-africains d'organisations agricoles, en plus des représentants gouvernementaux et des gens de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Les négociations commerciales internationales nous invitent, nous incitent, pour ne pas dire nous obligent à faire fi de nos divergences et à créer un consensus entre nous. Il en va de l'avenir de l'agriculture et de ceux qui la pratiquent.

Nous avons causé d'un leadership organisationnel, soit celui qui est bâti sur les organisations et non sur

Rediriger «renvoyer» l'information...

Courrier du lecteur

les leaders, à titre personnel. Celui où la pérennité de l'organisation n'est pas liée à quelques individus mais bien à des élus et des membres en constante relation. Au retour du Séminaire, nous avons organisé des séances de restitution avec le conseil d'administration, les comités et les permanents afin de leur expliquer ce qui s'était discuté au Burkina Faso. De plus, nous avons réalisé une formation avec les leaders des différents groupements de base. Tout le monde était étonné que je puisse parler comme un spécialiste en si peu de temps, presque un consultant!!!

«Le grillon tient dans la main, mais toute la prairie l'entend». C'est notre façon à nous d'exprimer votre David et Goliath. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne rien faire sous prétexte que nous sommes trop petits pour changer quoi que ce soit. D'ailleurs, quelques producteurs présents au Séminaire étaient à Cancun en septembre dernier. Pour plusieurs pays du Nord, Cancun a été un échec. De notre point de vue, Cancun a été une réorientation nécessaire du processus de négociation. Réorientation dans le sens que les intérêts des pays du Sud ne peuvent plus être ignorés et que ces mêmes pays ont compris l'importance de se concerter s'ils voulaient avoir un poids dans la bascule (balance comme vous dites au Canada) décisionnelle.

En terminant, rappelez-vous que «Un seul doigt ne suffit pas à ramasser le caillou, une seule main ne suffit pas à ramasser la farine».

Recevez, Monsieur le Rédacteur en chef, mes plus sincères salutations, pour vous, votre famille et tous mes amis canadiens que j'ai rencontrés à Ouagadougou.

Ibrahim Pourra
Président ■

Plan
conjoint

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre,
édition du 14 novembre 2003

Pour une mondialisation de la solidarité agricole!

Amis lecteurs, bonjour.

Permettez-moi d'ajouter mes mots et mes inquiétudes aux maux de ceux et celles qui m'ont précédé dans

cette chronique ou qui viendront après moi. J'ai eu la chance de séjourner parmi vous au cours de la dernière année et de constater combien grand et beau est votre pays; comment l'agriculture y est développée et les productrices et producteurs bien organisés. Je vous enviais.

Et pourtant, à travers les échanges que j'ai pu y faire, je sentais les préoccupations profondes des gens de la Terre de chez vous. Avant de fouler le sol du Canada, jamais je n'aurais pensé que nos inquiétudes, nous paysans des pays pauvres, seraient aussi les vôtres et que, malgré la profondeur de son enracinement et surtout la noblesse de sa mission, notre profession connaisse autant la fragilité.

Depuis mon séjour chez vous, j'ai le privilège de recevoir, grâce à la diligence de votre personnel que je salue et remercie chaleureusement au passage, votre journal *Viens marcher ma Terre*. Force m'est de constater à travers vos lignes que la situation de l'agriculture ne s'est pas améliorée depuis que je vous ai quitté.

Et nous qui marchons dans vos pas...

Nous avons augmenté sensiblement notre production. Nous avons regroupé une plus grande part de l'offre au sein de notre organisation paysanne pour être en meilleure position de négocier sur les marchés. Nous soutenons les paysans participant au système collectif de mise en marché en leur accordant des avances de fonds pour la campagne. Inspirés de vos conseils, nous nous efforçons de professionnaliser notre pratique de l'agriculture. Mais la dure réalité de nos pays «en développement» nous a rattrapés.

La récolte de l'année fut particulièrement bonne dans tout le pays et même des zones généralement déficitaires ont atteint leur seuil d'autosuffisance. La situation était semblable dans toute la sous-région. Les producteurs ont fourni à notre organisation plus de 3 000 tonnes de céréales à commercialiser; du jamais vu. Voilà un bon départ diriez-vous!

Au moment de fixer le prix de cession des céréales par les producteurs à l'organisation, lesdites céréales se vendaient au-delà de 15 000 Fcfa le sac. Le prix au producteur a donc été fixé à 12 000 Fcfa le sac. Tout annonçait une année exceptionnelle pour les producteurs et pour notre organisation.

Mais, mais, mais... Pour augmenter notre stock de sécurité, en prévision de l'accueil de nos

Courrier du lecteur

compatriotes qui fuyaient la Côte d'Ivoire dû à l'insécurité qui y régnait, les exportations de céréales ont été à toutes fins utiles suspendues, alors que les importations des pays limitrophes entraient allègrement. Trois fois moins de réfugiés que prévus sont rentrés de Côte d'Ivoire, faisant du même coup diminuer la demande. Associée au rendement de l'année et aux importations, cette pression à la baisse dans la demande entraîne une conséquence imprévisible, mais combien réelle : une chute dramatique des prix de vente des céréales.

Les deux-tiers de nos céréales ont été commercialisés à 50% du prix de cession fixé, démoralisant nos producteurs, déstabilisant notre organisation, et menaçant même notre agriculture. N'ayant pas de politique en place pour nous aider à faire face à de tels aléas conjoncturels, nous ne devons compter que sur nos propres moyens, et la difficulté passagère risquait de devenir durable.

Au moment de vous transmettre cette missive, l'organisation a reporté la décision sur la fixation du prix de cession des céréales pour cette année. Tout indique que, par prudence et réalisme, le prix arrêté devra se situer au-dessous du coût de production. Les producteurs ont livré à l'organisation jusqu'à présent 1 200 tonnes de céréales, lesquelles ne permettent pas à l'organisation de couvrir ses frais de fonctionnement.

Et à travers les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays du Nord voudraient que notre agriculture soit concurrentielle sur la mondialisation des marchés? À quand le contrat social entre tous les acteurs liés à la sécurité alimentaire de nos pays, du producteur à l'État, permettant de répartir les responsabilités et de partager les risques?

Monsieur Ouédraogo
Membre du bureau de l'UGCPA/BM
Dédougou, Burkina Faso ■

Courrier du lecteur

**Viens marcher ma Terre,
édition du 28 novembre 2003**

Je suis venu vous manquer ce soir

D'abord, il me plaît de me présenter. Vous avez, Anatole Agbla, producteur de coton au Bénin. Je suis

un jeune leader africain, membre d'un regroupement d'organisations agricoles en Afrique de l'Ouest. Je suis membre du bureau de mon organisation. J'ai eu la chance d'aller à l'école car mon père estimait qu'il fallait savoir avant de faire. J'ai donc appris le savoir-faire en même temps que l'écriture et me voilà.

Je vous écris parce que je suis venu vous manquer ce soir. Il m'arrive de recevoir sur nos ondes l'émission de radio de chez vous *D'un soleil à l'autre*. D'ailleurs j'ai pensé longtemps qu'elle émettait douze heures par jour, soit du lever au coucher du soleil, tellement l'agriculture semble importante chez vous. Mais ce soir lorsque j'ai ouvert mon poste émetteur, les piles avaient rendu l'âme et la mienne était en chagrin. J'aurais tant aimé écouter la réplique aux commentaires de monsieur Jacques Diouf de la Food Agriculture Organization (FAO), que j'avais entendu la veille, à la même antenne.

Ce dernier semblait assez pessimiste quant aux chances et surtout à la capacité du monde d'atteindre les objectifs de réduction du nombre de personnes souffrant de la faim. Il laissait aussi entendre, je crois, que l'Afrique n'y arriverait pas. Je ne sais pas ce que votre intervenant du Canada avait à dire à ce sujet mais j'aurais aimé l'entendre.

Je m'intéresse de plus en plus à toutes les questions liées à l'agriculture et au commerce de nos produits. J'étais à Cancun en septembre dernier, dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). J'ai participé à plusieurs échanges, avec toute sorte de monde, des agriculteurs du Sud, du Nord, des fonctionnaires, des politiciens aussi. Je me suis rendu compte que les agriculteurs du Nord ne partageaient pas nécessairement le point de vue de leurs élus quant aux politiques sur le commerce international des produits agricoles. Alors qu'en Afrique, sur ce point, nous avons à peu près la même pensée que nos gouvernements.

J'aurais aimé écouter ses arguments concernant l'Afrique et sa capacité de subvenir aux besoins de ses populations. Chez nous, vous savez, l'agriculture n'est pas subventionnée. Une trop bonne récolte dans mon pays veut dire des prix ridicules, même si ailleurs sur le continent on alimente les gens à grand coup d'aide alimentaire. Un déficit de production, dû par exemple à la sécheresse, signifie un manque à gagner jamais

Courrier du lecteur



comblé par un quelconque programme. Si une maladie comme la peste porcine s'abat sur nos élevages, rien ne viendra nous appuyer pour une relance éventuelle. L'agriculture de l'Afrique, tout comme celles et ceux qui la font, est laissée à elle-même. Pire, les produits du Nord nous arrivent, même au village, à des prix plus bas que ce qu'il nous en coûte pour les produire. Pouvez-vous m'expliquer comment se peut-il que le prix d'un produit qui a fait la grande traversée puisse être inférieur à nos coûts de production, fussent-ils élevés par un manque so-disant d'efficacité ?

On nous dit qu'il faut s'intéresser à l'exportation. Mais lorsque je regarde les problèmes que nous avons avec le coton, je me questionne. Qui fixe le prix ? Quelles sont les conditions de nos concurrents ? Puis toutes nos filières traditionnelles vouées à l'exportation, le café, le cacao, l'arachide, l'anacarde, l'ananas, on peut toutes les nommer, aucune ne va bien depuis la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel. On nous dit que c'est la conjoncture. Mais j'ai trente-cinq ans et je vis dans la conjoncture depuis la fin de mes études.

Lorsque l'on parle de nos problèmes avec les partenaires du Nord, ils nous disent qu'ils vont tout faire pour nous aider. Lorsque l'on aborde ces questions avec nos gouvernements, ils nous font valoir que les bailleurs de fonds ne veulent plus soutenir l'agriculture parce qu'avec le libre marché, semble-t-il, il ne faut plus subventionner l'agriculture. Lorsque je rencontre des agriculteurs du Nord, ils comparent les niveaux de subvention entre les Européens et les Américains. Finalement lorsqu'on se retrouve entre nous, les leaders africains, on finit par ne plus savoir qui croire. Mais nous savons une chose, jusqu'à ce jour, ce n'est pas de la richesse que nous produisons, ça c'est sûr.

J'écris cette lettre ouverte à *Viens marcher ma Terre* parce que je ne connais pas l'adresse de la dame qui fait l'émission. Comme nous recevons votre journal au

bureau de notre organisation, j'ai pris vos coordonnées. J'espère que vous accepterez de me publier pour que les gens de la Terre se comprennent d'un continent à l'autre et d'un soleil à l'autre. En effet, je crois savoir qu'au moment de terminer cette lettre, à 20 h 30, assis dans ma cour, chez vous le soleil se couche au-dehors pendant que vous chauffez vos maisons.

Anatole Agbla,
Producteur de coton au Bénin
Membre du bureau du Regroupement des
producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest ■

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre,
édition du 12 décembre 2003

Du coton pure laine !

J'ai lu votre lettre dans le courrier du lecteur de notre journal. Vos propos m'ont fait réfléchir à plus d'un titre. Pour être franc, je n'avais pas l'intention d'y répondre, non pas par manque d'intérêt mais simplement par pudeur, ne connaissant pas bien vos pays et réalités. Puis dans les jours qui ont suivi, je me suis rendu au congrès général de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Dans la présentation du rapport d'activités de l'organisation, quelle ne fut pas ma surprise de voir et entendre le témoignage de trois Africains. Tous traitaient de l'importance de la coopération en général et un en particulier nous informait du rapprochement entre les organisations agricoles du Nord et celles du Sud dans le cadre des négociations commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est à ce moment que j'ai décidé de vous imiter en prenant la plume pour tenter une interprétation.

J'ai manqué les émissions *D'un soleil à l'autre* portant sur le sujet auquel vous faisiez référence. Cependant, je peux vous dire qu'à titre de président d'un syndicat de base de l'UPA au Québec, je ne crois pas que le problème de l'agriculture en Afrique, pas plus d'ailleurs que chez nous, soit lié aux subventions agricoles. Bien qu'il faille reconnaître que nous ayons divers programmes d'aide mis à la disposition des producteurs agricoles, je considère que les subventions, à la base, appartiennent aux conséquences plutôt qu'à la cause de nos problèmes.

Un problème, une solution, une fuite???

important

Courrier du lecteur

À mon sens, le vrai problème auquel l'agriculture familiale est confrontée repose sur le prix de vente de nos produits, au Nord comme au Sud. Dans vos pays, on semble faire toujours référence à la faiblesse de la demande solvable pour expliquer votre incapacité de vendre à un prix couvrant vos coûts de production. Chez nous on fait face à une société de consommation soutenue par un modèle économique qui, lui, est défendu par nos gouvernements. Et pourtant, la conséquence pour nous est la même que pour vous.

Afin de permettre aux citoyens des pays du Nord de consommer, voire surconsommer, il faut faire en sorte de réduire les coûts des produits de première nécessité, laissant ainsi plus d'argent aux gens pour acheter des biens de consommation utiles à l'économie de marché. C'est ainsi que les subventions entrent en jeu. Elles permettent aux producteurs du Nord d'obtenir de leur gouvernement une compensation qui vient partiellement combler le prix qu'aurait dû recevoir le producteur pour son produit.

Or, tous les acteurs de la chaîne agroalimentaire n'ont pas les mêmes contraintes. Les acheteurs sont très peu nombreux. Ils profitent du bas prix payé aux producteurs pour ses produits et augmentent d'autant leur marge bénéficiaire. Le consommateur contribue donc à l'enrichissement des grandes entreprises agroalimentaires et les gouvernements maintiennent en «état de survie» les entreprises agricoles.

Mais comme les subventions ne couvrent jamais à 100% le manque à gagner, les producteurs ont tendance à produire davantage pour faire face à leurs obligations et maintenir leur niveau de vie. Ce faisant nos marchés se retrouvent engorgés et, pour les désengorger, il se fait du dumping dans vos pays, ce qui nuit à votre capacité de vendre vos propres produits.

Il est aussi vrai que les subventions ont un effet pervers direct sur le prix de référence international, un prix devenant ainsi purement artificiel. De ce fait, votre capacité concurrentielle est d'autant affectée. D'ailleurs, à cet égard il y a des similitudes à faire avec certaines de nos productions. Le Canada a été longtemps considéré comme un des greniers du monde en ce qui concerne le blé d'alimentation

humaine. Or, la guerre des subventions entre les États-Unis et l'Union européenne a fini par avoir raison du peu de moyen financier canadien et nous a fait perdre plusieurs marchés.

Je suis conscient que beaucoup reste à dire sur le sujet et que probablement des personnes plus avisées que moi pourraient argumenter encore longtemps. Faire valoir les différents types de subvention, par exemple, celles qui portent sur la recherche, la formation, les infrastructures, l'exportation, et démontrer leur pertinence ou non. Mais en fait, l'essentiel de mon propos veut mettre en évidence le fait que le libéralisme économique a mondialisé les inégalités. Plus votre pays est riche, plus vos chances de trouver une solution, élégante ou non, sont grandes.

Au Québec et au Canada, depuis 40 ans, nous développons des mécanismes collectifs de mise en marché de nos produits pour avoir une meilleure emprise sur nos marchés. Ces mécanismes sont associés à la gestion de l'offre. Cela consiste à donner à notre organisation le pouvoir de négocier pour et au nom de l'ensemble des producteurs d'une même production. Ce système permet aussi de mieux contrôler l'offre en fonction de la demande. Ce faisant, il est plus facile de limiter les surplus de production. Cependant, il faut pouvoir compter sur des mécanismes d'information sur les besoins de consommation et un bon contrôle des importations. Jusqu'à ce jour, l'OMC a permis ces systèmes, bien que plusieurs pays exportateurs les contestent.

Pourtant, même à contre-courant, je suis convaincu qu'il s'agit de systèmes qui répondent véritablement aux réalités de l'agriculture familiale. D'ailleurs, j'ai cru comprendre que dans vos pays, il y a eu et il y a encore des tentatives qui vont dans le même sens.

Finalement, ce fut un plaisir de m'entretenir avec vous, même indirectement et sur papier, j'ai l'impression que nous avons des choses à nous dire, entre «paysans pure laine» et producteurs de coton.

Gilles Mouton
Président du syndicat de base
Arrière-Pays ■

le lait

Courrier du lecteur

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre,
édition du 9 janvier 2004

L'agriculture se conjugue au féminin!

Bonjour amies Lectrices et amis Lecteurs,

Bien que je sois journaliste dans ce journal depuis plusieurs années et que je continue à produire ma chronique hebdomadaire sur les tendances des marchés agricoles intérieurs, c'est à titre de lectrice, aujourd'hui, que je m'adresse à vous.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, dans l'espace *Lettres aux lecteurs*, cet échange épistolaire entre des producteurs agricoles d'ici et d'ailleurs. J'ai constaté, sans grand étonnement, que face à la menace des dernières négociations sur le commerce international à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les craintes étaient partagées. La cupidité de certains risque de nous faire perdre notre autonomie et menace l'existence même de l'agriculture de certains pays d'Afrique.

Les préoccupations soulevées par les uns et les autres, qu'ils soient du Sud ou du Nord étaient si semblables que le point de vue des femmes agricultrices au sujet du commerce international est demeuré lettre morte. Je souhaite donc, par cette modeste contribution, féminiser quelque peu le débat en faisant témoigner les femmes agricultrices d'ailleurs, à travers mes observations.

Au cours de la dernière année, j'ai eu le privilège de participer à trois forums internationaux réunissant des femmes agricultrices. Je tenterai, dans les quelques lignes qui suivent, de traduire leur point de vue et leurs actions sur l'agriculture et la mondialisation. Je me limiterai aux agricultrices d'Afrique de l'Ouest qui ont participé aux trois forums évoqués plus haut.

Il faut savoir au point de départ que l'agriculture au féminin, en Afrique, consiste encore à s'investir, pour une très large part, physiquement dans les travaux aux champs familiaux. Mais la femme agricultrice Ouest-africaine s'impose de plus en plus dans des productions spécialisées qu'elle peut mieux contrôler et valoriser; je veux parler ici de la fleur de

bissap's, du beurre de karité, des oignons, du petit élevage, etc.

En novembre 2003, 60 femmes, membres d'organisations agricoles venues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, ont participé à la 2^e Conférence internationale des femmes en agriculture de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) qui se tenait à Manille, aux Philippines.

Ces agricultrices ont eu l'occasion de se familiariser avec les concepts du commerce international en jouant au «Grand jeu de la mondialisation», animé par une représentante d'UPA Développement international (UPA DI). C'est avec grand intérêt que les agricultrices ont participé au jeu questionnaire, qui leur a permis d'appivoiser cet enjeu de taille et d'apprendre certaines règles ayant cours à l'OMC.

Le «Grand jeu de la mondialisation» rayonnera sans doute sur ces quatre continents, car les représentantes des organisations agricoles sont reparties avec un jeu qu'elles pourront utiliser avec les membres de leur organisation.

Cependant, c'est lors du Séminaire et de l'Atelier sur le commerce international, organisés par UPA DI spécifiquement pour les organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest, que les femmes agricultrices Ouest-africaines ont pu davantage se manifester. Au cours du Séminaire, en mai 2003, madame Marie Kouakanou, du Bénin, nous faisait part des difficultés administratives rencontrées par les femmes productrices de karité pour exporter leur produit vers l'Europe. Elle a pu échanger avec les productrices du Burkina Faso qui, elles, ont réussi à exporter du beurre de karité biologique pour lequel elles ont obtenu près du double du prix sur le marché intérieur.

Et le plus beau c'est que, pour illustrer une expérience intéressante, j'allais dire heureuse, de commerce international, on se soit servi de l'exportation d'une production de femmes agricultrices du Burkina Faso, la vente de la fleur de bissap's. La présidente du comité bissap's au sein de l'Organisation professionnelle agricole (OPA) nous a expliqué comment le fait d'avoir un marché avec l'Allemagne avait motivé les productrices, stimulé la production et contribué à l'augmentation des prix et, par conséquent, des revenus des femmes.

Il est bon d'apprendre que des productrices Ouest-africaines ont pu rencontrer les exigences du

Courrier du lecteur

marché européen, et que leur expérience ait pu servir d'exemple, devant un parterre largement composé d'hommes, pour illustrer une réussite dans le domaine du commerce international.

Lors de l'Atelier sur le commerce international tenu à Cotonou au Bénin, fortes des premiers échanges déjà partagés, les femmes productrices ont créé un réseau d'échanges d'informations, d'expériences et d'expertises sur une base continue. Une coordonnatrice a été désignée et chaque pays a identifié une «antenne». Mais pour s'assurer que chaque participante soit rejointe, même si elle n'a pas accès au réseau Internet, elles ont constitué une chaîne de lettres en attribuant à chaque participante le nom et les coordonnées d'une autre participante. Ainsi la première personne diffuse l'information à son homologue, qui la fait suivre à la sienne et ainsi de suite.

Les femmes productrices ne manquent certes pas d'imagination. Elles ont l'habitude de résoudre des problèmes sans moyens. Et pour celles qui y ont accès, aux moyens, elles pourront en plus utiliser sur Internet le Forum PADCLAfemmes (Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles) mis à la disposition des partenaires par UPADI.

Et j'aurai le privilège de vous suivre et garder le contact...

Rose-Aimée Ladouce
Journaliste agricole ■

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre, édition du 23 janvier 2004

La nécessaire concertation nationale

Amis lecteurs, mes salutations cordiales. Je me nomme Michel Kouton, membre du bureau de la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO) et représentant des organisations paysannes et organisations professionnelles agricoles du Bénin au sein du Réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Je

souhaiterais profiter de cette tribune pour apporter mon témoignage sur la nécessaire concertation et solidarité paysanne dans le dossier de la mondialisation du commerce des produits agricoles.

Permettez-moi d'entrée de jeu de saluer l'audace du nom de votre journal: *Viens marcher ma Terre*. Il y a quelques années en effet, ce nom aurait pu être associé davantage à l'utopie qu'à l'audace, tant l'invitation au voyage semblait sans fondement de réalisme. Mais aujourd'hui, ce nom traduit avec justesse et la réalité et la nécessité de partager nos points de vue. Je n'ai eu qu'à faire marcher mes doigts sur un clavier pour faire le tour de votre Terre et de la nôtre par la même occasion.

Bien des choses ont déjà été écrites dans cette chronique que j'ai suivie avec grand intérêt. De tous ces témoignages je tire quelques leçons. Mais celle sur laquelle je veux «m'apesantir» plus spécifiquement dans ces quelques lignes revêt à la fois une connotation nationale et internationale, et j'ai nommé: la nécessaire concertation et solidarité du monde agricole.

Plusieurs intervenants avant moi dans cette chronique ont prêché pour une solidarité mondiale des productrices et producteurs agricoles, qu'ils soient du Sud ou du Nord. En effet il semble, et je partage cette assertion, que nos représentants gouvernementaux à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et l'OMC elle-même, n'ont pas saisi les préoccupations véritables des productrices et producteurs. Il est donc impératif que nous puissions nous-mêmes faire valoir ces préoccupations auprès de nos gouvernements respectifs et de façon concertée afin qu'ils puissent, à leur tour, les faire entendre et reconnaître à l'OMC.

Je ne compte pas revenir sur ce point qui semble être un acquis pour tous les intervenants que j'ai pu lire jusqu'à présent dans votre journal. Mais pour que cette solidarité mondiale voie le jour, elle se doit d'être précédée d'une certaine concertation du mouvement agricole sur le plan national.

Au Bénin, la représentativité des productrices et producteurs agricoles est partagée par une dizaine de groupements plus ou moins grands. Pour prétendre participer en tant que mouvement agricole national au ROPPA et bénéficier de ses programmes d'appui, il fallait préalablement mettre en place un cadre national de concertation des

Courrier du lecteur

organisations paysannes et organisations professionnelles agricoles du Bénin.

Telle ne fut pas une mince tâche! Certaines organisations, dont admettons-le la FUPRO, se sont rivalisées longtemps avant de comprendre, voire accepter, qu'il n'y aurait pas de mouvement mondial avec la participation légitime des organisations agricoles béninoises sans la nécessaire concertation nationale.

Et si nous n'avions pas travaillé à cette concertation justement, il n'aurait pas été possible de confier conjointement à la FUPRO, au Groupement des exploitants agricoles du Bénin (GEA) et à la Chambre d'agriculture le mandat d'accueillir l'Atelier sous-régional sur le commerce international des produits agricoles dans le cadre du Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA) d'Afrique de l'Ouest.

Cette heureuse association dans l'action et notre engagement commun face au PADCLA en auront entraîné d'autres. En effet, ce rapprochement nous a grandement facilité l'organisation d'un atelier national de restitution du premier séminaire et de formation sur le commerce international des produits agricoles pour l'ensemble du mouvement agricole béninois. Et souhaitons que ces récents événements ne soient que le présage d'une longue et intense concertation au sein des organisations agricoles du Bénin.

Si j'ai tenu à apporter ce témoignage sur une tribune publique, presque une confession publique, c'est que je sais pertinemment que nous ne sommes pas les seules organisations agricoles à rencontrer ces difficultés. J'espère sincèrement que vous retiendrez de ce témoignage que le mouvement agricole béninois est maintenant unifié et que, pour y arriver, il aura fallu d'abord et avant tout la maturité des organisations agricoles concernées.

Et c'est ce que je souhaite à tous les amis et collègues des organisations agricoles qui viennent marcher la même Terre.

Merci de m'avoir suivi et surtout d'avoir accepté de publier ce témoignage.

Michel Kouton,
Membre du bureau de la FUPRO
et délégué au ROPPA ■

Courrier du lecteur

Viens marcher ma Terre, édition du 13 février 2004

La direction du journal a reçu la semaine dernière un commentaire d'un producteur de pomme de terre de la Guinée, membre de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, sur les échanges qui alimentent le courrier du lecteur depuis quelques mois. Ce producteur de la Guinée a eu l'occasion de rencontrer, lors d'un séjour au Québec l'été dernier, un représentant de la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA) du El Salvador, lui aussi en stage au Québec à la même période. Et comme notre ami producteur de pomme de terre en Guinée avait eu la chance d'aller faire un long stage à Cuba au lendemain de l'indépendance de son pays et en pleine guerre froide, il pouvait échanger dans la langue de son «amigo» Alfonso Sosa. Ce commentaire présentait une autre perspective de ce qui se passe sur le terrain pendant que les Grands de ce monde négocient avec les chefs d'États d'un grand monde qui s'organise d'un continent à l'autre au profit de pas grand monde. Voilà pourquoi nous avons pensé partager ce commentaire avec vous, en publiant de larges extraits de la correspondance que nous avons reçue de M. Hamidou Ba, de Guinée.

D'un continent à l'autre

... Je comprends l'inquiétude du milieu agricole à travers le monde dont témoignent les lettres qui alimentent le courrier du lecteur de votre journal depuis quelques mois, et jusqu'à un certain point, je la partage. À en croire les informations qui transpirent des négociations qui se déroulent à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), on est porté à penser que les représentants de tous ces pays se comportent davantage en chefs d'entreprises qu'en chefs d'États, défendant les politiques de son pays et les intérêts de sa population.

Cultiver l'indépendance

... La Fédération des paysans du Fouta Djallon compte 17 000 membres qui s'affairent à cultiver l'indépendance agroalimentaire de notre pays. À titre d'exemple, la filière pomme de terre réussit présentement à

Courrier du lecteur

comblent la demande nationale. Elle aurait le potentiel pour se développer encore un peu et permettre des « échanges commerciaux » avec les pays voisins.

Seules des organisations agricoles fortes pourront influencer les politiques agricoles de leur pays et se faire de leurs négociateurs nationaux des alliés qui iront défendre leurs politiques et leur indépendance auprès des Grands de ce « monstre ».

Des ententes bilatérales qui se font encore plus menaçantes

... «Mi amigo», Alfonso Sosa de la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA) au El Salvador, me disait que certains éléments de son gouvernement voudraient signer une entente bilatérale de libre commerce avec les États-Unis d'Amérique. Il soutenait que, n'ayant pas réussi à s'imposer au sein de l'OMC, la nouvelle stratégie du gouvernement américain consisterait à diviser les forces en isolant les pays dans des négociations de gouvernement à gouvernement et ainsi conquérir le marché «étape par État».

Et pourtant, les producteurs membres de la CCA cultivent aussi l'indépendance agroalimentaire des Salvadoriens en développant une mobilisation toujours plus grande et plus engagée du milieu agricole, et en augmentant la production pour satisfaire la demande nationale.

À titre d'exemple, des coopératives qui produisaient 1 000 douzaines d'œufs en 2002, en produisent aujourd'hui 4 500 douzaines. Le même phénomène se produit chez les producteurs laitiers. De 2002 à 2003, 400 000 bouteilles de plus ont été produites au sein de la coopérative.

La force du nombre

... Comme le soutenait «mi amigo» Alfonso, nos deux organisations maîtrisent de mieux en mieux les armes qui nous permettront, peut-être, de résister aux attaques venant de l'extérieur. La capacité des paysans à s'organiser et à produire en fonction de la demande du milieu est un gage de réussite. Il nous reste à renforcer notre capacité collective de mise en marché ainsi que notre capacité à influencer les politiques agricoles et commerciales de nos gouvernements, pour que la sécurité alimentaire de nos populations repose d'abord et avant tout sur la production nationale.

On sait que dans certains de nos pays, encore aujourd'hui, plus de 60 % de la population dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance ! La seule force du nombre devrait être suffisante pour donner à nos gouvernements la volonté politique nécessaire pour soutenir les efforts du milieu agricole et tenir tête aux pressions extérieures.

Grrrr!!!

... Et puisque Alfonso, malgré l'entente bilatérale dont il est question, croit qu'il n'est pas trop tard, il nous reste à démontrer que la pratique agricole peut solidairement contrer les principes commerciaux dans quelque entente que ce soit. Et je vous laisse sur cet enthousiasme que me livrait Alfonso dans sa dernière correspondance que je traduis librement comme suit : «...aujourd'hui je sais qu'il ne suffit pas de produire, il faut que les voix des agriculteurs se rencontrent et parlent fort pour demander des changements aux règles commerciales des produits agricoles et permettre le respect et le développement des agriculteurs de chacun des pays. Et cela me donne l'espoir et le courage de lutter encore ».

Extrait d'une correspondance de M. Hamidou Ba de Guinée, réagissant aux propos du courrier du lecteur des derniers mois. ■



Cahier C

Le courrier du cri des cœurs



Rappel

Nous avons vu dans de précédents épisodes, que Moussa, pêcheur de son métier, cultive aussi son champ et possède quelques animaux. Il demeure à Bunchibourara, un village africain. Il avait fait la connaissance de madame Brigitte, une consultante internationale, alors que cette dernière faisait une étude sur les pêcheurs de sa région. La fille de Moussa, Awa, a étudié en Europe, a immigré aux États-Unis afin de travailler avec US Fair Trade, une importante organisation de coopération internationale. Répondant au désir de son père qu'elle aille saluer madame Brigitte, elle fit la rencontre de son fils Victor qui allait devenir son mari.

Quelques années plus tard, Awa met au monde Thierry. Encore quelques années plus tard, Victor, Thierry et Awa se retrouvent à Montréal puisque cette dernière s'est jointe à Enfaire, une organisation canadienne de développement international ayant son siège social à Ottawa et un bureau régional au Québec. À l'âge de 13 ans, Thierry séjourna pendant les vacances scolaires à Bunchibourara. En mars 2003, Moussa vint rendre visite à sa fille au Québec à l'occasion de son 20^e anniversaire de mariage avec Victor. Et plus récemment...

Longueuil
15 juin 2003

Bonjour papa,

Comment allez-vous? Et la famille? Et au village? Et votre élevage de 20 poulets?

Je veux tout d'abord vous redire que, Victor et moi, nous avons été très heureux de votre visite au Québec en mars dernier. La célébration de notre anniversaire de mariage sans la présence de mon père aurait été comme manger du têt sans sauce ou comme des jeunes Québécois diraient, de la poutine sans fromage. Victor va très bien et notre fils Thierry entreprend son cours collégial en sciences humaines profil développement international. Son séjour en Afrique et les nombreuses discussions avec les sages du village sous l'arbre à palabres ont évidemment influencé son choix. Il y a certes de l'avenir en développement international, mais est-ce que le développement international a un avenir ailleurs que dans les pays donateurs?

«On peut donner un livre à quelqu'un et le retirer, mais pas la parole» est un proverbe qui m'habite aujourd'hui. Comme vous le savez, je travaille depuis plus de 10 ans pour *Enfaire*, une organisation vouée au développement international. Je me sens un peu perdue d'entendre les paroles qui me montent à la bouche quand je pense au développement... Comment la coopération a pu contribuer au développement au cours des 30 dernières années ou encore qu'est-ce que la coopération a fait au nom du développement? Et moi, qu'est-ce que j'ai fait après 17 250 heures de travail et plus de 5 000 heures supplémentaires pour que le développement progresse... pour au moins qu'il y ait quelques traces qui subsistent. Où allons-nous avec le développement, quel développement, pour qui et pour quoi?

L'Afrique est toujours aussi pauvre après 30 ans de projets dits de développement. Des projets à coût de millions de dollars canadiens, d'Euros à en perdre son latin mais surtout ses chiffres romains, de dollars US à la solde du gigantisme et de Fcfa qui ont passé pour blanchir des mains noires.

À quoi sert de construire des routes que les États n'ont pas les moyens ou la volonté d'entretenir, des dispensaires où les gens malades de la pauvreté ne trouvent ni chaussure ni remède à leur pied; à quoi sert l'appui à des organisations paysannes quand les bailleurs de fonds croient qu'en quelques années une organisation peut être autonome financièrement. «Les membres peuvent faire vivre leur organisation» comme ils disent, mais ces «ils» oublient que les membres ont de la misère à faire vivre leur famille... À quoi servent les milliers ou plutôt les millions de mots que j'ai écrits dans des rapports de toutes sortes et les milliers et millions que j'ai mis dans des colonnes budgétaires?

Mes mots se transforment en maux, mes sons en chant de désenchantement, mon travail en semences qui se lassent d'attendre la pluie et mon engagement en questionnement sans fin. Je pense sérieusement à démissionner, à faire une halte, à reprendre mon souffle ou à trouver un autre souffle. Et mon cœur me rappelle constamment que «La maison de celui que l'on aime n'est jamais éloignée».

Victor m'a encouragé à écrire cette lettre, mais il avait ses propres «intérêts». Il voudrait savoir si quelqu'un au village s'y connaît dans la cueillette et la transformation de la noix de karité. J'ai pensé à ma petite sœur Orokiatou qui avait un projet dans ce sens-là. Est-ce qu'elle pourrait expliquer à Victor ce qu'elle fait exactement? Victor fait des recherches sur comment introduire le beurre de karité dans certains produits pour la peau au Canada. Il dit qu'il est ceinture jaune en karité mais qu'il veut devenir ceinture noire...

Salutations à toute notre grande famille!

Votre fille,
Awa

Bunchibourara
16 juillet 2003

Bonjour ma fille,

Comment vas-tu? Et la famille? Et les amis présents à votre anniversaire de mariage? Est-ce que vos champs de blé et de maïs vont bien donner cette année et est-ce que vos animaux vont bien manger? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en bonne santé. Je continue à pratiquer et introduire du langage québécois au village. D'ailleurs, tu pourras dire à Thierry que c'était «full cool» de me retrouver au village. De plus, les anciens ont trouvé mon récit de voyage très «hot». Je me suis permis à quelques occasions de saluer mes frères en leur disant «salut man»...

Comme à l'habitude, c'est au travers le bic manié par ton frère que je t'écris ces quelques mots. Awa, tu te souviens sûrement de Boubacar, le fils de mon petit frère qui vit au nord du pays. Le mois dernier, une agence d'aide internationale a eu la bonté d'apporter de la nourriture à Boubacar et sa famille et à tous nos frères africains aux prises avec la famine.

Deux de tes petits frères ont suivi un atelier pour apprendre la traite des vaches avec les machines qui boivent le lait plus vite que nos enfants. Mais, très malheureusement, nous n'avons pas d'électricité au village pour qu'ils puissent se pratiquer et se perfectionner. C'était organisé par un type hollandais, un monsieur Van quelque chose qui collaborait à un projet canadien. Il reste que cela pourra beaucoup les aider un jour.

À Boiboubou, il y a eu une séance de sensibilisation sur l'environnement. Ils ont dit aux villageois d'arrêter de couper du bois de chauffe, qu'il fallait penser à la désertification. Après avoir rappelé que le désert est vraiment désertique, ils ont dit qu'il faut accepter de payer plus cher pour cuisiner et arrêter d'utiliser du bois.

Avec le temps, je m'aperçois de plus en plus que le développement international est vraiment nécessaire.

Je ne saisis pas bien Awa tout le sens de ton questionnement dans ta dernière lettre. Tu sais parfois ton Québécois me semble du chinois. La sagesse mongo nous le dit: «Le cou ne se lasse pas de la tête». Est-ce qu'on peut quitter aussi facilement un travail? Est-ce que *Enfaire* n'a pas encore besoin de toi? As-tu pensé juste à toi en voulant démissionner? Il faut bien y penser avant de quitter et surtout penser aux conséquences pour les autres. D'ailleurs, lors des rencontres du vestibule des anciens au village, lorsqu'un d'entre nous n'est pas d'accord avec les autres, est-ce qu'il «démissionne»? Comment voir aux affaires du village si tout le monde pensait démissionner à un moment ou à un autre? Il faut se rappeler que partir est rarement une solution.

De plus, au Canada ou au Québec, comme tu aimes mieux que je dise, je sais que cela coûte cher pour vivre. Il faut beaucoup de Francs cfa pour acheter la viande, même si l'argent ne va pas beaucoup à vos éleveurs. Camara, le chef du village, a dit l'autre jour «La mondialisation c'est que les paysans africains ne sont plus les seuls à recevoir un bas prix pour leurs produits, ce sont tous les paysans du monde». Il ne faut pas oublier aussi que deux de tes petits frères n'ont pas terminé leurs études. Comme tu le sais, il faut plus que des petits moyens pour les études.

Orokiatou a bien reçu la demande de Victor. À propos des ceintures dont il parle, il y a un jeune maroquinier au village qui en fait de très belles, mais je rappelle que le beurre de karité est aussi loin des ceintures en cuir que le poulet peut l'être de l'éléphant... Pour revenir au karité, Orokiatou pensait envoyer à Victor un seau de 30 kilos de son beurre de karité. Elle pourrait le faire par l'entremise de Tremblay, le Québécois qui est venu au village l'an dernier. Depuis ce temps, il vient en mission, comme il dit, à tous les deux mois. Au début, je lui avais demandé de quelle communauté missionnaire il était membre.

Mes salutations à toute la famille,

Ton père,
Moussa

Longueuil
17 août 2003

Bonjour papa,

Comment allez-vous? Et la famille? Et au village? Et les anciens?

Sans vouloir d'aucune façon vous manquer de respect, c'est avec autant d'enthousiasme que d'étonnement que j'ai lu votre dernière lettre. Au travers vos mots je ne reconnaissais pas mon père et ses enseignements qui m'ont été si précieux. Je ne suis pas parvenue à entendre votre voix dans les mots écrits puisqu'ils m'apparaissent si loin de votre esprit.

Oui, «Le cou ne se lasse pas de la tête» mais «La tromperie, si elle a fait déjeuner, ne fera pas dîner». Est-ce que nous nous sommes trompés en croyant à un certain type de développement ou encore est-ce que ce développement nous a trompés? Je suis contente pour Boubacar et les autres, mais n'est-ce pas vous le pêcheur qui m'avez appris qu'il valait mieux enseigner à pêcher plutôt que de donner du poisson. Le même pêcheur m'a déjà dit que si la mer ne donnait pas à celui qui savait pêcher, il fallait voir pourquoi et se mobiliser pour que la mer nourricière ne soit pas dénaturée et dépossédée.

Je suis contente pour mes deux petits frères, mais n'est-ce pas vous qui avez fustigé des «missionnaires» de la coopération en tout genre en disant que leurs programmes n'étaient pas adaptés à la réalité et aux besoins de l'Afrique? Les machines à boire le lait, comme vous les appelez, est-ce adapté pour un éleveur sans électricité et avec 10 bêtes? Pour ce qui est de la sensibilisation, vous avez déjà dit qu'avec leur véhicule 4 x 4 les sensibilisateurs étaient trop souvent désensibilisés puisque trop loin du sol, des racines du pays, et qu'ils devraient se livrer à de l'auto-sensibilisation. Vous avez même déjà ajouté que l'importance de protéger l'environnement ne doit pas être une mode liée aux humeurs transversales des bailleurs de fonds.

Est-ce que j'ai mal lu la lettre que j'ai reçue, est-ce qu'il y a quelque chose que je n'ai pas compris? Est-ce encore vrai que «L'aide doit servir à tuer l'aide» ou est-ce que je me suis trompée d'erreur?

Je n'ai pas encore démissionné, mais j'y songe toujours.

Salutations à toute la famille et aux frères et sœurs de Bunchibourara!

Votre fille,
Awa

Note de la part de Thierry: Grand-père, nous avons maintenant une nouvelle expression qui peut vouloir dire plusieurs choses: quelqu'un qui est malhonnête ou qui vit aux crochets de la société ou encore qui conteste un peu tout. On dit: «C'est un Bougon» ou bien «Tu es Bougon» ou «Tu as un côté Bougon». Salutations à ma grande famille africaine et à mes amis.

Note à propos des ceintures à Victor: Il a voulu jouer avec les mots en prenant karaté pour karaté, le sport. C'est comme parler du village (dougou) et du chiffre 5 ou 25 cents (dourou) et quelqu'un qui dirait: «tous les dougou nous sommes allés au dourou» ou encore «ton dougou ne vaut pas mon dourou».

Bunchibourara
18 septembre 2003

Bonjour Awa,

Comment vas-tu? Et Victor? Et Thierry? Et vos activités? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en bonne santé.

C'est avec une très grande satisfaction que j'ai parcouru ta dernière lettre. J'étais très heureux de te voir te remémorer des choses que je t'avais enseignées ou à tout le moins des choses que tu avais retenues. Le but de ma dernière lettre n'était pas de parler de ma façon de voir le développement, loin de là.

Il est vrai que je voulais me rassurer un peu sur ce que tu avais retenu de la manière de voir le développement d'un simple pêcheur, paysan et éleveur de 20 poulets. J'ai reconnu dans tes mots beaucoup plus que mes mots. J'ai entendu ton cœur puisque «Celui qui cherche la bouche trouve le cœur». Un cri du cœur pour un développement qui dure, qui n'est pas comme vous le dites chez vous «quelque chose qui fond comme neige au soleil». Un développement qui remplacerait nos Francs cfa par des Francs équitables permettant justement à tout un chacun d'avoir quelque chose sur sa table. Un développement où le mot «juste» ne signifie pas «un cadeau juste pour toi» mais bien une base de nos façons de faire. Un développement, comme nos ancêtres nous l'ont enseigné, qui est en harmonie avec le soleil, la terre, la pluie, ... Un développement où nos traditions africaines ne sont pas considérées comme du folklore ou des attractions touristiques, mais plutôt comme une synthèse de nos racines.

C'est ce cri que j'ai cru entendre de ton cœur et cela me réjouit, d'autant plus que nous sommes plusieurs au village à porter le même cri du cœur et qu'il faut travailler à la mondialisation de ce cri.

Il y a quelques années, un voyageur de Madagascar m'avait dit «Éduque un garçon, tu éduques un individu, éduque une fille, tu éduques une nation». Je comprends mieux maintenant...

Ton père,
Moussa

Note pour Victor: Orokiatou a envoyé par Tremblay le seau de beurre de karité.

Longueuil
20 octobre 2003

Bonjour papa,

Comment allez-vous? Et la famille? Et la santé? Et le chef Camara?

Je me suis rappelée ce que vous aviez enseigné à Thierry lors de son séjour à Bunchibourara. «Si tu renonces à lutter, à résister, ce n'est pas parce que la cause est impossible, c'est que tu juges simplement qu'elle n'en vaut pas la peine». Merci d'avoir lu les mots de mon cœur puisque maintenant je sais que je veux poursuivre mon engagement pour un développement international durable. Par contre, je ne sais toujours pas quelle voie je désire emprunter pour le concrétiser. Je crois tout de même que *Enfaire* demeure un lieu pertinent pour y arriver malgré les nombreux obstacles, notamment de certains bailleurs de fonds qui sont parfois surtout des «brailleurs» ou pire des «broyeurs» de fonds. Heureusement, cela demeure des exceptions et non la règle, du moins c'est ce que j'ose croire.

À propos de la voie que je dois suivre je me rappelle que «L'œil de l'étranger voit loin, mais qu'il ne voit pas tous les trous».

Victor vous remercie ainsi qu'Orokiatou pour le beurre de karité.

Votre fille,
Awa

Note: «L'amour parle même avec les lèvres closes.»

Bunchibourara
21 novembre 2003

Bonjour Awa,

Comment vas-tu ? Et la famille ? Et le boulot ? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en bonne santé.

Un des anciens du village m'a dit l'autre jour, quand je parlais de tes réflexions, que «La faim est devenue un maître qui nous a appris à réfléchir». Nous ne devons pas la remercier pour autant mais il faut le dire, cela colore notre façon de voir les choses.

Je ne crois pas t'avoir déjà raconté une rencontre que j'ai eue à l'époque où je n'étais «qu'un enfant qui tète le sein de sa maman, et qui n'a pas encore connu le piment», en d'autres mots, au moment où je n'avais pas encore rencontré de véritables difficultés dans la vie.

C'était un très vieux sage du village qui m'avait raconté qu'il y a plusieurs centaines d'années, dans un pays aussi loin que l'Europe, un homme se promenait toujours dans son village. Cet homme avait continuellement une lampe à la main, aussi bien le jour que la nuit. Un matin, quelqu'un lui a demandé pourquoi il se promenait avec sa lampe allumée alors qu'il faisait jour. L'homme lui a répondu qu'il cherchait... Et l'autre de lui demander : «Mais que cherchez-vous de si rare qui puisse demander une lampe lorsque le soleil éclaire déjà tout le village». L'homme promeneur répondit qu'il cherchait un juste...

Je suis heureux de voir que les choses ont changé puisque, chez vous et chez nous, nous n'avons plus besoin de lanternes pour trouver un juste.

Salutations à toute la famille, sans oublier de dire à Thierry «Salut petit man!».

Ton père,
Moussa

Note : Tes frères désireraient être informés, au moment opportun, de ta décision de poursuivre ou non avec *Enfaire*. As-tu l'intention d'en faire plus pour le développement et d'en aider d'autres à trouver un juste ?

Cahier D

PUBLI-REPORTAGE



«Vous pensez que ça n'arrive pas souvent et qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, vous pensez qu'un tremblement de terre en Nouvelle-Guinée n'empêche pas la vigne de pousser en France, les fromages de se faire et la terre de tourner.

Mais je ne vous ai pas demandé de penser; je vous ai dit de regarder, d'écouter, pour vous habituer, pour n'être pas surpris d'entendre craquer vos billards le jour où les vrais éléphants viendront reprendre leur ivoire.» p. 12

À la une de la corporation cette année:

Un réseau se consolide, un autre se construit...

La planification stratégique suit son cours...

Un mouvement planétaire pour une agriculture équitable...

Un réseau se consolide, un autre se construit...

Par Gaétan Poirier, syndicaliste agricole

La solidarité, qu'elle soit pour développer et défendre l'agriculture d'ici ou d'ailleurs, se construit sur des réseaux à partir de valeurs et d'intérêts partagés par les membres. L'exemple de l'Union des producteurs agricoles (UPA) demeure aujourd'hui en ce sens un modèle qui a fait ses preuves au Québec en soutenant le développement de l'agriculture de diverses façons. À travers UPA Développement international (UPA DI), ce modèle s'est fait connaître davantage sur la scène internationale et plusieurs partenaires s'en inspirent aujourd'hui pour développer leur propre organisation.

Un bel exemple de l'élargissement de ce réseau, devrait-on dire ces réseaux, à travers UPA DI, c'est le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ). Le MAÉ-MAÉ a d'abord été initié par UPA DI, en

collaboration avec ce qu'il est convenu d'appeler le GO5, un regroupement au sein de l'UPA des organes de gestion de l'offre pour les productions du lait, des œufs (consommation et incubation) et de la volaille (poulet et dinde). Par la suite, le mouvement s'est ouvert aux partenaires de la société civile québécoise, et sur les autres continents à travers les réseaux d'UPA DI et des organisations d'ici qui se sont jointes au mouvement.

Un réseau d'agri-agences...

Les fidèles lecteurs des publications d'UPA DI s'en souviendront sans doute. UPA DI est membre d'AgriCord, réseau d'organisations agricoles associées à la Fédération internationale des

producteurs agricoles (FIPA) et intervenant en coopération pour le développement international. Le réseau AgriCord est constitué principalement d'organisations européennes, mais également d'une organisation du Japon et d'UPA DI. Mis en place il y a à peine quelques années, le réseau se consolide en diversifiant et multipliant ses activités.

AgriCord est un lieu de concertation où les membres, inspirés de leurs liens avec les organisations agricoles de leur pays respectif et de leur partenariat avec les organisations agricoles des pays en développement, partagent leur réflexion sur les politiques et stratégies de développement de l'agriculture. Cette double appartenance des membres d'AgriCord à des réseaux du Nord et du Sud fait en sorte qu'ils prennent en compte à la fois les problématiques du Nord et du Sud.

Cette mise en commun de la réflexion sur les politiques et cette double appartenance permettent aux membres d'AgriCord une meilleure cohésion dans leurs interventions sur le terrain. Cohésion qui se traduit parfois dans des collaborations plus étroites, comme celle entre UPA DI et Agriterra, une agri-agence des Pays-Bas membre d'AgriCord, qui mettent en commun leurs ressources et leurs expertises pour appuyer les mêmes partenaires en République démocratique du Congo.

Plus récemment, AgriCord a créé un fonds permettant de soutenir financièrement les initiatives de partenaires agricoles du Sud dans le développement de leur agriculture. Des partenaires accompagnés par UPA DI bénéficient de ce type d'appui, soit l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) du Burkina Faso et des organisations membres du ROPPA, réseau d'organisations agricoles d'Afrique de l'Ouest associé au projet de renforcement des capacités des leaders paysans.

Des alliances stratégiques

De la même façon, une réflexion autour d'alliances stratégiques s'est amorcée avec des organisations québécoises de coopération pour le développement international. Après avoir constaté que souvent elles étaient en compétition sur des appels d'offres alors

qu'elles auraient pu être des partenaires, les organisations de coopération internationale (UPA DI, la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) et le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) ont décidé de réfléchir ensemble sur diverses formes possibles de collaboration.

En effet, les mandats de coopération auprès de nos partenaires agricoles des pays en développement se complexifient et la réflexion sur les meilleurs moyens d'y répondre nous amène nécessairement à une mise en commun des ressources et des expertises des uns et des autres. Voilà pourquoi ces trois organisations québécoises de coopération en développement international, œuvrant dans le secteur de l'agriculture avec des approches complémentaires, ont décidé d'entamer une réflexion sur une alliance à définir et à développer.

En plus de mieux relever les nouveaux défis d'une coopération plus complexe, l'alliance entre les organisations aurait d'autres avantages:

- Partager des coûts pour l'élaboration d'une proposition.
- Bénéficier des expertises des uns et des autres et entre autres avoir accès au programme d'envoi de volontaires pour faciliter la participation du réseau de l'UPA aux interventions terrain.
- Accéder à d'autres types d'appels d'offres, comme par exemple ceux de la Banque mondiale.
- À moyen terme, ouvrir sa programmation à d'autres régions du monde où ses partenaires sont déjà actifs.

Ce type d'alliance représente également des risques. Chaque organisation veut conserver son authenticité. Il n'est pas question d'une fusion dans le style d'une île une ville, mais bien d'une alliance, pour le meilleur et pour le prix, et les risques sont autant de défis que la volonté de celui qui a la foi transforme en succès.

La solidarité en coopération internationale a bien meilleur goût, surtout quand elle est pratiquée solidairement!!!

À suivre...

La planification stratégique suit son cours...

Par Victoire DesRuisseaux, journaliste agricole

Fort d'une première expérience de dix ans dans un domaine d'intervention aussi vaste et complexe que la coopération et le développement international, la corporation d'UPA Développement international (UPA DI) a cru bon de faire le point sur l'expertise acquise au fil des ans. UPA DI s'est donc engagée dans un processus de planification stratégique qui l'a amenée à faire le bilan de ses interventions, tant sur le terrain auprès de ses partenaires et sur la scène internationale que sur son propre terrain au sein de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et du mouvement agricole au Québec.

Mieux se connaître, pour mieux intervenir

L'objectif poursuivi par l'exercice consistait à faire reposer les prochaines interventions d'UPA DI sur des bases actualisées, conformes à sa mission, adaptées à ses ressources et aspirations, et collées à son analyse du nouveau contexte de la coopération et du développement international.

Une organisation se fait reconnaître pour ce qu'elle est, principalement à travers ce qu'elle fait. Il est donc normal que la première étape du processus de planification stratégique ait porté sur le bilan des opérations actuelles et passées afin d'en extraire les différents constats, identifiant ainsi les forces et les faiblesses de l'organisation et permettant de définir les futures grandes orientations.

L'exercice de planification stratégique est également l'occasion de relire la mission de l'organisation. À la lumière du bilan dont nous venons de faire état, nous sommes portés à croire que l'action d'UPA DI répond aux besoins du milieu d'intervention et que les ressources mises à la disposition des partenaires, bien que pouvant se bonifier, sont adéquates.

Ainsi, pouvons-nous réaffirmer la mission d'UPA DI, soit :

«Soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement.»

Principes directeurs

Puisque nous défendons une agriculture aux mains des femmes et des hommes qui y œuvrent, les interventions d'UPA DI devront tendre à **renforcer les capacités des partenaires** afin qu'ils puissent pleinement assumer leurs responsabilités. La formation continuera d'être en ce sens un moyen privilégié d'intervention. Les outils de formation seront systématisés et s'inséreront dans des programmes de formation continue pour les paysannes et paysans et leurs organisations.

Souvent, dans les pays d'intervention d'UPA DI et auprès de nos partenaires, la reconnaissance pleine et entière des femmes n'est pas acquise. Et pourtant, tous s'entendent pour reconnaître l'importance de leur apport au développement des collectivités en général et de l'agriculture en particulier. UPA DI devra continuer à intervenir dans le **processus d'égalité des chances, en particulier en faveur des paysannes**.

Par ses interventions, UPA DI défend et soutient le **développement durable d'une agriculture viable**. Pour contribuer à un développement durable, l'agriculture doit être économiquement équitable, environnementalement respectueuse, socialement juste et culturellement adaptée.

Enfin, UPA DI continuera de soutenir le **développement de politiques agricoles** favorisant la mise en place des conditions nécessaires au développement de l'agriculture. Ces politiques devront favoriser un contrat social entre les différents acteurs locaux, nationaux et même internationaux permettant de répartir les responsabilités et de partager les risques liés à la délicate mission de la sécurité alimentaire des peuples.

Axes d'interventions

Pour réaliser pleinement sa mission, inspirée et guidée par les principes directeurs que nous venons de décrire, UPA DI se centrera sur cinq axes d'interventions :

- Développement organisationnel favorisant la participation pleine et entière des paysannes et

PUBLI-REPORTAGE

paysans au développement de l'agriculture du pays et permettant la mise en place et le maintien d'organisations démocratiques fortes.

- Développement de la production et mise en place de systèmes collectifs de mise en marché favorisant la démocratisation de l'économie de marché et permettant aux paysannes et paysans d'aspirer à un revenu décent, pour une agriculture équitable.
- Approche filière visant une plus grande concertation entre les différents acteurs liés à un secteur de production donné, dynamisant les liens d'affaires afin d'augmenter la capacité concurrentielle de leur industrie sur les marchés intérieurs et extérieurs.
- Développement et soutien des politiques agricoles favorisant la mise en place de conditions nécessaires au développement d'une agriculture durable.

- Rapprochement des productrices et producteurs permettant à ceux d'ici et d'ailleurs d'échanger leurs expertises et de défendre conjointement le développement d'une agriculture aux mains des femmes et des hommes qui y œuvrent.

Plan de développement

Dans les prochains mois, les instances d'UPA DI adopteront un plan de développement découlant du processus de planification stratégique et qui permettra d'articuler ces grandes orientations dans des programmes spécifiques inscrits dans des plans d'action annuels.

Une opération à suivre tant au sein de la corporation que sur le terrain à travers les prochaines interventions...

Un mouvement planète Terre pour une agriculture équitable...

Collaboration spéciale :
Odile-Marie Comtent, agro-économiste

Les dernières négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun ont secoué le milieu agricole un peu partout dans le monde. Qu'est-ce que les paysans d'Afrique de l'Ouest, producteurs de coton, avaient mangé pour tenir tête aux négociateurs des pays riches, Europe et États-Unis en tête ? Du lion ?

Une belle leçon de solidarité pour les productrices et producteurs d'ailleurs, dont ceux du Québec, devant une menace commune que représentent les négociations actuelles à l'OMC. Et une motivation encore plus grande à croire qu'un autre monde est possible, que nos aspirations de même que nos prétentions pour une gestion de l'offre sont bien légitimes.

Pas question de nous priver de notre droit de produire pour nourrir nos populations !

Six droits à respecter

Il n'en fallait pas plus pour monter aux barricades et proposer un vaste mouvement de solidarité pour une

agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) fondée sur le respect des droits à :

- La sécurité alimentaire.
- L'intégralité du territoire national.
- L'intégrité du territoire agricole.
- La protection de l'agriculture familiale.
- Un prix équitable pour les produits de la ferme.
- La gestion du marché intérieur.

Dans un modèle d'agriculture équitable, la sécurité alimentaire doit dépendre d'abord et avant tout de la production nationale. Pour prétendre à cette aspiration, les États doivent donc avoir la liberté de gérer leur marché intérieur. Mais encore faut-il que l'agriculture du pays soit dynamique et se développe au rythme de la demande. Pour y arriver, les principaux artisans, soit les productrices et producteurs, doivent recevoir pour leurs produits un prix couvrant les coûts de production, incluant un revenu décent pour la famille, ce qui pourrait constituer un prix équitable pour leurs produits.

PUBLI-REPORTAGE

Dans ces conditions, et seulement à ces conditions, le modèle de la ferme familiale pourrait survivre, voire s'imposer, et contribuer à l'instauration d'une agriculture équitable dans le pays. Le modèle d'agriculture familiale permet le respect de l'intégralité du territoire, c'est-à-dire l'utilisation optimale de la totalité du territoire. En couvrant l'ensemble du territoire, l'agriculture familiale assurera la conservation des ressources et contribuera ainsi au développement durable d'une agriculture viable, transmissible aux générations futures.

Nos gouvernements négocient en notre nom

Initié par UPA Développement international (UPADI) au Québec et sur le continent africain, le MAÉ-MAÉ sera porté et diffusé à l'échelle de la planète par les adhérents à travers leurs propres réseaux : les syndicats, les organisations environnementales, de

développement international, d'économie sociale et solidaire, de développement communautaire, etc.

Le MAÉ-MAÉ vise en premier lieu à rallier le plus grand nombre d'organisations qui partagent une vision du commerce international basée sur des valeurs d'équité, de justice sociale et de souveraineté alimentaire. Le MAÉ-MAÉ soutiendra les activités de plaidoirie auprès des autorités gouvernementales sur tous les continents, afin que ces derniers représentent et défendent les positions de leurs producteurs agricoles et de l'ensemble des organisations de la société civile dans le cadre des négociations de l'OMC. Pour y arriver, le MAÉ-MAÉ proposera des activités communes, sinon simultanées, aux moments jugés opportuns et pertinents.

J'invite toutes nos lectrices et lecteurs d'ici et d'ailleurs à repérer les organisations de leur collectivité qui soutiennent le MAÉ-MAÉ, à y adhérer, et ainsi démontrer qu'un autre monde est possible.



Les personnes qui viennent marcher la Terre Au sein d'UPA Développement international en 2003-2004

Conseil d'administration

Laurent Pellerin, président
Gratien D'Amours, vice-président
Annette Coutu
Denis Couture

Carmen Ducharme
Richard Maheu
André Mousseau
Claude Genest, secrétaire-trésorier

Équipe du personnel

Au Québec

André D. Beaudoin, directeur général
Marie-Christine Talbot, directrice à la programmation et adjointe au directeur général
Claude Genest, directeur administratif et secrétaire-trésorier
Paul Langelier, directeur aux communications et à la formation
Suzanne Moreau, conseillère spéciale à la direction PADCLA (Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles d'Afrique de l'Ouest)
Normand Jacob, chargé de programmes
Hélène Jollette, chargée de programmes
Guy Richard, chargé de programmes
Zamzam Akbaraly, chargée de projets
Tamari Langlais, agente d'information et de formation
Yves Yersin, conseiller
Francine Breton, secrétaire de direction
Julie Comeau, technicienne administrative
Myriam Payant, commis à l'administration
Julie Rochon, secrétaire
Maritza Tejada, stagiaire
Hugo Beauregard-Langelier, stagiaire
Éric Cyr, agent de projets (ressource UPA)
Lisa Higgins, technicienne comptable (ressource UPA)

À l'étranger

Ursula Kohnen
Directrice du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Burkina Faso (PACCBF)
Gino Pelletier
Directeur du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)
Diadié Maïga
Directeur adjoint du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)
Jean-Baptiste Zoma
Directeur du Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)
Michel Lemay
Conseiller technique et administratif pour le Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)
Martin Mailhot
Chef de Cellule du Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)
Lili Juteau
Experte genre animation-développement pour le Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)

Les personnes qui viennent marcher la Terre Au sein d'UPA Développement international en 2003-2004 (suite)

Consultants

UPA DI fait appel à des consultants pour la réalisation de mandats précis. Voici celles et ceux qui ont ainsi contribué à la coopération de paysans à paysans lors de la dernière année :

Marie-Paule Faniel
Guylaine Fortin
Pierre Gélinas
Claude Giles
Pierre Jobin
Francine Marier
Hélène Perrault
Pierre Rhéaume
Abel Doussoumou, logisticien, PADCLA,
Burkina Faso

Maîtres de stages au Québec

France Dion et Ronald Alary
Lucie Bernard et Claude Barnabé
Sylvie Cloutier et Yves Béliveau
André Bellerose
Marcelle et Jacques Bibeau
Guy Charbonneau
Jean-Claude Collet
Jean Fournel
Mario Fréchette
Pauline Gaudet et Jean Gauthier
Roxane Rémillard et Bruno Giard
Cécile et Yvon Girard
Suzanne et Claude Houle
Ulrike et Andreas Illi
Margarita Foroni et Joerg Oswald

Pour que la coopération de paysans à paysans prenne tout son sens, UPA DI fait appel à des agricultrices et agriculteurs d'ici, membres de l'UPA, pour réaliser des appuis techniques sur le terrain ou pour accueillir des stagiaires étrangers au Québec.

Producteurs experts

Claude Barnabé, El Salvador
Marie-Hélène Blais, Guinée
Jean Fournel, El Salvador
Pierre Gélinas, El Salvador
Michel Gendreau, projet Les Savoirs des gens de la terre (LSGT)
Josiane Leduc, El Salvador
Serge Préfontaine, Burkina Faso

Ressources de l'UPA ayant participé à certaines activités en sol africain

Jean Larose, directeur général, participation au Séminaire sur le commerce international au Burkina Faso en mai 2003.
Serge Lebeau, conseiller principal et coordonnateur de la stratégie GO5 en commerce international, participation au Séminaire au Burkina Faso en mai 2003
Gaétane Fournier, agente d'information et de formation, participation au Séminaire au Burkina Faso en mai 2003.
Gratien D'Amours, vice-président d'UPA DI, participation à l'Atelier sur le commerce international au Bénin en mars 2004.
Jean Grégoire, président de la Fédération des producteurs de lait du Québec, participation à l'Atelier sur le commerce international au Bénin en mars 2004.
Alyne Savary, directrice de la Direction de la commercialisation, participation à une mission sur la concertation au Mali en février 2004.

Cahier E

LES MANIFESTATIONS: Les projets

«Et quand je dis, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs: le Roi, la Reine, les petits princes, c'est pour envelopper les choses, car on ne peut pas raisonnablement blâmer les régicides qui n'ont pas de roi sous la main, s'ils exercent parfois leurs dons dans leur entourage immédiat. Particulièrement parmi ceux qui pensent qu'une poignée de riz suffit à nourrir toute une famille de Chinois pendant de longues années.» p. 13



Fiche de projet UPA Développement international

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Sénégal

Projet

Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA) d'Afrique de l'Ouest

Entité contractante

(agence d'accompagnement)

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Appui régional

Durée

3 ans

Période de réalisation

Septembre 2002 à septembre 2005

Partenaires d'Afrique de l'Ouest

- 17 Organisations professionnelles agricoles (OPA) des pays participants

- Réseau des chambres d'agriculture d'Afrique de l'Ouest (RECAO)
- Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Partenaires canadiens et internationaux

- Union des producteurs agricoles (UPA)
- AgriCord (Réseau des agri-agences de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA))
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Financement

- Agence canadienne de développement international (ACDI) : 1 645 000 \$
- AgriCord : 383 877 \$
- UPA DI et ses membres : 257 675 \$
- OPA : 40 000 \$

Contexte

Au fur et à mesure que s'ouvrent les marchés et que les échanges se multiplient à l'échelle planétaire, nous assistons à un accroissement du commerce international. Le secteur agricole n'échappe pas à cette règle.

Par ailleurs, l'Afrique n'a pas bénéficié de cette accélération des échanges commerciaux. Cette situation est d'autant plus critique en Afrique de l'Ouest dans la mesure où le secteur agricole est composé de 60 % et 80 % de la population des pays de l'Union économique et monétaire de l'Ouest-africain (UEMOA). L'agriculture y constitue donc le secteur économique le plus actif et la source principale de revenus pour la majorité de la population.

Les négociations sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en ce qui a trait à l'Accord sur l'agriculture, sont dans une période d'activités intenses et les conclusions de celles-ci auront un impact majeur sur le développement des pays les plus pauvres. Ayant peu ou pas de facilités d'accès à l'information et à la formation, ces pays ne sont pas suffisamment associés aux négociations et leurs préoccupations risquent de ne pas être prises en compte dans les décisions qui en découleront.

Or, des échanges commerciaux plus équitables constitueraient un puissant levier de développement, ce qui contribuerait à construire un monde plus sécuritaire, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire.

Description du projet

Le Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA) d'Afrique de l'Ouest vise à appuyer les pays ciblés, soit le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal dans le renforcement de leurs positions pour les négociations sur le commerce agricole dans le cadre de l'OMC.

UPA Développement international (UPA DI) veut contribuer à ce que des dirigeants des Organisations professionnelles agricoles (OPA) participantes s'initient au processus de négociations mondiales et puissent dialoguer avec leurs représentants gouvernementaux afin de mieux analyser les enjeux et d'articuler des positions communes.

Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest et Centrale
El Salvador et Canada

Burkina Faso

Guinée

Mali

Sénégal

Fiche de projet UPA Développement international

Afrique de l'Ouest

Pour arriver à ses fins, le PADCLA mettra l'accent sur :

- Une meilleure compréhension des enjeux commerciaux de la part des partenaires du projet.
- Une plus grande circulation de l'information et une meilleure concertation entre les différents intervenants d'un même pays et dans la sous-région.
- Une plus grande participation des femmes paysannes à tout ce processus.

Enjeux de développement et perspectives

Dans le contexte de la mondialisation du commerce, les productrices et producteurs agricoles des pays d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus conscients que l'amélioration de leur situation économique est largement tributaire de leur capacité à obtenir de meilleures conditions commerciales encadrant la vente de leurs produits.

Pour se faire entendre sur la scène internationale et pour faire face à la complexité du processus de négociation, les négociateurs des pays d'Afrique de l'Ouest devront être bien documentés et informés quant aux différentes problématiques vécues par les producteurs de leurs pays respectifs et de la sous-région. Il importe donc que ces derniers, à travers leurs OPA, puissent informer et sensibiliser leurs représentants gouvernementaux par le biais d'activités régulières d'information.

C'est dans cette optique que le PADCLA vise à développer les compétences des OPA et de leurs leaders, afin de les préparer à faire face aux enjeux commerciaux mondiaux.

Avancement du projet

L'année 2003-2004 a permis de mettre l'emphase sur une mise à niveau des participantes et participants en ce qui a trait aux enjeux et au processus du commerce international. L'élaboration et la diffusion de six dossiers thématiques et diverses publications ont permis de réaliser cette mise à niveau. Un accent particulier a été mis sur le suivi des plans de dialogue et d'action élaborés par les participantes et participants lors du premier Séminaire de Ouagadougou. Toutes ces activités ont permis d'alimenter l'atelier de Cotonou, l'activité culminante de cette période à laquelle était convié l'ensemble des partenaires: 57 représentants des 17 OPA et des deux réseaux, 20 représentants des ministères du Commerce et de l'Agriculture de cinq pays participants, ainsi qu'une quinzaine d'invités et personnes-ressources.

Cet atelier a permis à son tour de partager l'analyse de quelques spéculations agricoles (riz, coton, pomme de terre) d'importance pour l'Afrique de l'Ouest (riz, coton, pomme de terre), en terme économique pour le pays et en terme de revenus pour les producteurs. Le deuxième volet de l'atelier de Cotonou a porté sur l'articulation d'argumentation de plaider pour défendre les acquis liés à ces productions dans le contexte des négociations de l'OMC. Enfin, les délégations participantes ont pu partager leurs expériences et ainsi contribuer à consolider les plans d'action et de dialogue entre les producteurs et les agents gouvernementaux.

Afrique de l'Ouest et Centrale
El Salvador et Canada

Burkina Faso

Guinée

Mali

Sénégal

Fiche de projet UPA Développement international

Burkina Faso, El Salvador, Haïti, République démocratique du Congo, Sénégal et Canada

Projet

Programme d'appui institutionnel (PAI)

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Appui institutionnel

Durée

Entente renouvelable annuellement

Période de réalisation

Avril 2002 à mars 2007

Partenaires terrain

Voir par pays

Partenaires canadiens

- Coopérative fédérée de Québec
- Ministère des Relations internationales du Québec
- Fédération des producteurs de lait du Québec
- Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec
- Syndicat des producteurs d'œufs d'incubation du Québec
- Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Centre-du-Québec

Financement

Agence canadienne de développement international (ACDI) et UPA DI – 2 900 000 \$

Contexte

De 1993 à 2001, UPA Développement international (UPA DI) réalisait un programme modeste d'appui institutionnel en particulier avec le Groupement des exploitants agricoles du Bénin (GEA-Bénin). En 2002, UPA DI a obtenu de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) un financement plus substantiel permettant d'intervenir auprès de plusieurs organisations paysannes de divers pays. Ce programme d'appui, intitulé Programme de développement social (PDS), vise, en lien avec nos partenaires, à améliorer les conditions de vie des populations du milieu rural, en contribuant à répondre aux besoins humains fondamentaux de ces populations. Le PDS vient donc renforcer et élargir le Programme d'appui institutionnel (PAI) d'UPA DI. Ce dernier permet également à l'ensemble du mouvement agricole associé à l'Union des producteurs agricoles (UPA) de participer et de soutenir des actions de développement international à travers UPA DI.

Description du projet

Le programme comporte trois volets: les activités d'appui dans les pays en développement, la sensibilisation et l'information des membres de l'UPA et du monde rural, et enfin, les échanges entre agriculteurs d'ici et d'ailleurs. Les activités d'appui se réaliseront à travers des formations en particulier sur le plan organisationnel et de la commercialisation collective des produits agricoles. En plus de la dimension de la solidarité de paysans à paysans, les échanges entre agricultrices et agriculteurs d'ici et des pays d'intervention, à travers les missions terrain ou les stages d'échanges au Québec, porteront généralement sur un appui plus technique. Des publications et des participations à des événements publics du milieu agricole permettront de sensibiliser et d'informer le monde rural.

Enjeux de développement et perspectives

La grande majorité de la population des pays en développement vit en milieu rural et dépend des activités agricoles pour assurer sa survie. Et pourtant le milieu agricole est peu organisé, tant sur le plan de la production que de la commercialisation des produits. Le PAI d'UPA DI permettra de renforcer les organisations paysannes qui verront à mettre en place un meilleur encadrement technique et des mécanismes appropriés de commercialisation collective. Cet appui organisationnel, associé à l'amélioration des conditions de production et de mise en marché, devrait permettre aux agricultrices et agriculteurs partenaires de vivre décemment du fruit de leur labeur et en même temps contribuer au développement durable d'une agriculture viable.

Pour que la coopération prenne tout son sens, elle doit s'inscrire dans un mouvement de solidarité permettant aux personnes du Sud et du Nord, engagées dans ces actions de coopération, d'établir et de maintenir des liens au-delà de la réalisation des projets. Voilà pourquoi UPA DI verra à associer le mouvement agricole du Québec à ses actions auprès de ses partenaires du Sud.

Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest et Centrale
El Salvador et Canada

Burkina Faso

Guinée

Mali

Sénégal

Avancement du programme

Trois projets d'appui outre-mer

Cette année, trois projets d'appui se sont poursuivis auprès d'organisations partenaires d'Afrique et d'Amérique latine.

- Appui à une coopérative de mécanisation agricole (COMABM) au Burkina Faso.
- Appui à des regroupements de producteurs (SYDIP et FOPAC) en République démocratique du Congo.
- Appui à une centrale de coopératives agricoles (CCA) au El Salvador.

Un nouveau programme intégré de formation et d'accompagnement

La conception du programme de formation «Les Savoirs des gens de la terre» (LSGT) a été initiée dans le cadre du PDS. LSGT vise à renforcer le savoir-être du paysan et sa conscience citoyenne favorisant ainsi sa mobilisation pour son propre développement et celui de son milieu. Cette prise de conscience, individuelle et collective, favorise également une ouverture du paysan et de son milieu à de nouveaux savoirs qui se traduiront par un renforcement du savoir-faire, notamment à travers l'acquisition de techniques agricoles améliorées et la mise en place de nouveaux services de soutien à l'agriculture.

LSGT: Un programme intégré de formation et d'accompagnement appuyant le développement de l'agriculture par les paysannes et paysans.

Exploration dans un nouveau pays

Une mission exploratoire en Haïti a permis d'analyser le contexte de l'agriculture dans ce pays, de mieux comprendre les enjeux et d'identifier quelques partenaires avec lesquels UPA DI pourrait collaborer dans un avenir prochain. Malheureusement, la détérioration du climat socio-politique n'a pas permis à UPA DI de faire progresser ce dossier.

Concours Famille-Terre

Dans le but de valoriser la profession de paysan, le PAI a permis de maintenir et consolider le concours «Famille-Terre» auprès de nos partenaires du programme, mais également avec la participation des partenaires des autres projets d'UPA DI. Trois prix ont été décernés encore cette année; le premier prix est allé à une famille du Burkina Faso, le deuxième à une famille du Cameroun et le troisième à une famille du Rwanda.

Coopération de paysans à paysans

Au cours de la dernière année, 17 stagiaires en provenance de cinq pays ont effectué un stage au Québec. Ils ont entre autres participé à une rencontre d'échanges, réunissant 61 personnes engagées dans la coopération de paysans à paysans, et partagé les enjeux et défis du développement de l'agriculture dans leur pays respectif. En retour, sept productrices et producteurs du Québec sont allés appuyer directement les partenaires sur le terrain, en plus des sept familles agricoles qui ont accueilli des stagiaires étrangers sur leur ferme.

Sensibilisation du milieu rural

Au Canada, le PAI aura permis de poursuivre le travail de sensibilisation du milieu rural en général et du mouvement agricole en particulier à travers diverses publications et événements, et de favoriser une plus grande mobilisation du milieu par le réseau de fermes d'accueil de stagiaires et la banque de producteurs experts. Deux encarts de Semences de solidarités ont été insérés dans La Terre de chez nous (TCN) et plusieurs articles ont été publiés dans les revues et journaux spécialisés du réseau agricole du Québec, dont le Trait d'Union pour n'en nommer qu'un.

Burkina Faso

Appui à la Coopérative de mécanisation agricole de la Boucle du Mouhoun (COMABM) Région reconnue comme le grenier du pays

La Coopérative de mécanisation agricole de la Boucle du Mouhoun (COMABM) a été mise sur pied en janvier 2001 pour répondre aux besoins des producteurs céréaliers qui font face à un sérieux manque de pièces de rechange et de services spécialisés pour l'entretien et la réparation de leur machinerie agricole.

Avec le concours de la Coopérative fédérée de Québec (CFQ) et de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Centre-du-Québec, UPA Développement international (UPA DI) a poursuivi cette année l'appui à la mise en place des services offerts aux membres de la COMABM. Il s'agissait ici de l'assister dans :

- La mise en œuvre des activités de réparation et d'entretien de la machinerie agricole et de l'approvisionnement de l'unité mobile de réparation en pièces (courroies, ampoules, etc.).
- La négociation d'ententes avec des fournisseurs de pièces.
- Le développement d'un service aux membres non motorisés.

Après une première saison de réparation de machinerie, qui s'est concentrée entre mars et juin 2003, il s'est avéré que les distances à parcourir pour effectuer les réparations chez les membres étaient importantes et que le regroupement de tracteurs, qui représentait une solution pour limiter les déplacements, était inapplicable vu l'impossibilité de les déplacer. Les membres de la COMABM ont donc jugé bon de déménager le siège social à Solenso afin de se rapprocher de la majorité des producteurs motorisés. Cette décision permettra de réaliser des économies substantielles en temps et en argent, limitant les distances sillonnées par l'unité mobile de réparation, un véhicule doté d'outils importés du Canada.

En outre, les relations d'affaires initiées, depuis le démarrage des activités, avec divers fournisseurs de pièces de rechange burkinabè, ont permis de constituer un inventaire de pièces à commercialiser auprès des producteurs de la région. Ce service leur procure deux bénéfices : éviter de parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner en pièces et le faire à prix concurrentiel.

En octobre dernier, le directeur aux opérations de la Fédération des groupes conseils agricoles du Québec (FGCQ) s'est rendu au Burkina Faso pour tenir une formation interactive «Se regrouper pour une meilleure mécanisation», au bénéfice des membres de la COMABM. Cette activité leur a permis d'identifier les différentes étapes qu'il faut franchir pour acheter en commun de l'équipement agricole. De plus, le formateur a offert un complément de formation en gestion au gérant ainsi qu'aux élus de la COMABM et en a profité pour réaliser une étude sur la rentabilisation de la mécanisation agricole.

En plus d'offrir des services de réparation à ses membres motorisés, la COMABM était à la recherche d'une solution pour disposer d'un tracteur afin d'offrir à ses membres non motorisés un service de labourage mécanisé à prix compétitif. Faute de possibilité d'emprunter auprès de caisses populaires de la région, un appui financier de la Coopérative fédérée de Québec (CFQ) a permis de faire l'acquisition d'un tracteur et d'une herse à disques avant la saison des semis. Ce service, offert en priorité aux membres de la COMABM mais aussi aux non-membres, assurera à la coopérative un revenu qui contribuera à pérenniser ses activités.

Fiche de projet UPA Développement international

El Salvador

Appui à la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA)

La CCA, située à San Luis Talpa dans la région de La Paz, est issue d'un regroupement de coopératives provenant de la réforme agraire initiée en 1980. Créée en novembre 1997 à la suite de la réalisation d'un diagnostic organisationnel participatif, la CCA compte aujourd'hui 13 coopératives membres, regroupant chacune entre 48 et 450 membres. La CCA cherche à renforcer son fonctionnement en tant qu'organisation démocratique et désire arriver à un modèle de gestion qui permettrait une meilleure entraide entre coopératives tant au niveau de la production agricole que de la commercialisation des produits. Un meilleur fonctionnement interne entre la CCA et ses affiliées est aussi recherché.

Cette deuxième année d'appui a contribué à poursuivre plusieurs activités:

Développement organisationnel

Trois séminaires de travail avec les représentants des coopératives affiliées et de la CCA, sur le thème de l'intégration de certaines activités économiques et l'organisation des services collectifs au sein du regroupement de la CCA, ont été organisés.

Le chef comptable de la CCA et deux producteurs membres des coopératives affiliées à la CCA ont réalisé un stage de formation de six semaines au Québec. Leur retour au sein de l'organisation n'a pas tardé à donner «des ailes» à une série de nouvelles initiatives de la part de la CCA et de ses coopératives.

Par exemple, un comité de mise en marché du lait a été formé au sein de l'organisation. Très enthousiastes, les membres de ce comité souhaitent défendre les intérêts de leurs coopératives de production. UPA Développement international (UPA DI) compte poursuivre son appui au regard de l'approche à privilégier lors de négociations avec des transformateurs.

Vulgarisation agricole

UPA DI appuie, depuis 2002, la mise en place du Club d'encadrement technique (CET) et en finance le fonctionnement de façon dégressive avec une formule apparentée à celle qui a cours au Québec. Après une année d'activités, les responsables du comité CET et les membres des coopératives dressent un bilan très positif de ses réalisations. Le comité est toutefois conscient du besoin d'initier plus d'échanges entre les coopératives afin de renforcer leurs liens.

Quatre producteurs québécois ont réalisé une mission d'appui technique auprès de coopératives membres de la CCA. Ces producteurs du Nord ont, entre autres, vulgarisé l'utilisation d'un cadran de régie de troupeau laitier auprès des coopératives laitières, expliqué le fonctionnement d'un club d'encadrement technique version québécoise, exploré les façons d'améliorer la productivité des cultures horticoles et céréalières ainsi que la production d'œufs de consommation. Lors de leur mission, ces producteurs ont porté une attention particulière aux avenues possibles pour diminuer les coûts de production afin d'améliorer la rentabilité des activités agricoles.

De plus, une mission réalisée par une agro-économiste de la Fédération des groupes conseils agricoles du Québec a permis de compiler les informations de cinq coopératives laitières et d'établir leur coût de production.

Appui aux garderies

Les démarches effectuées l'an passé par les responsables de la Coopérative de Las Mujeres progresistas qui élaborent un projet de garderie ont finalement porté fruits. Une réponse favorable à la demande de financement a été obtenue de l'Ambassade du Canada au El Salvador. Ainsi, la mission d'appui, qui devait être réalisée l'an dernier par une intervenante canadienne, est reportée à l'automne 2004.

Fonds d'initiatives au développement d'activités agricoles

Un fonds pour le développement d'activités agricoles a permis d'initier au sein de huit coopératives des projets dont l'appui totalise 150 000\$. Parmi ces initiatives, quatre sont en production laitière, trois en production d'œufs de consommation et une en pisciculture. Ce fonds provient de plusieurs bailleurs, dont la Fédération des producteurs de lait du Québec, la Fédération des producteurs d'œufs de consommation et le Syndicat des producteurs d'œufs d'incubation du Québec. Il s'avère indéniable que la mise en œuvre de ces projets, combinée aux activités du club d'encadrement technique, permet de cultiver un dynamisme qui prend de plus en plus racine chez les membres des coopératives et au sein de la CCA.

République démocratique du Congo

Appui au Syndicat de défense des intérêts des paysans (SYDIP) et à la Fédération des organisations de producteurs agricoles du Congo (FOPAC) au Nord-Kivu

Le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, a été très éprouvé ces dix dernières années par les différents conflits qui s'y sont déroulés. Les paysannes et paysans ont dû se déplacer en raison de l'insécurité qui existait dans les régions rurales et la plupart de leurs biens ont été pillés.

Avec le retour progressif de la sécurité, ils reviennent sur leur terre. Cependant, ils sont complètement démunis, ayant perdu leurs moyens de production tels animaux, outils agricoles et semences. Or, il demeure présentement très difficile de se procurer de la semence de qualité dans le Nord-Kivu.

UPA Développement international (UPA DI), de concert avec le Syndicat de défense des intérêts des paysans (SYDIP) et la Fédération des organisations de producteurs agricoles du Congo (FOPAC), a ainsi appuyé l'an dernier des organisations agricoles villageoises dans la multiplication et la diffusion de semences améliorées, afin que les paysannes et paysans puissent recommencer à produire des produits de qualité et en quantité suffisante.

Cette année, nous avons également appuyé les agricultrices et agriculteurs dans la mise en marché de leurs produits car, actuellement, ceux-ci sont à la merci de commerçants pour les écouler. La zone étant encore enclavée à cause de l'insécurité, le marché est plus restreint et contrôlé par des commerçants, laissant peu d'espace sur le marché et peu d'argent derrière eux.

Ainsi, l'expérimentation de la commercialisation collective amorcée l'an dernier aura permis cinq opérations commerciales. En outre, une formation de deux jours sur les mécanismes collectifs de mise en marché des produits agricoles a été dispensée auprès de 28 représentantes et représentants d'organisations membres de la FOPAC.

Par la suite, afin de soutenir l'objectif d'autofinancement des organisations paysannes, une autre formation, portant sur la mise en place d'activités économiques, a été dispensée à 28 représentantes et représentants de centres agricoles et de fédérations spécialisées affiliées au SYDIP.

Le second volet d'appui offert par UPA DI a porté sur la vie organisationnelle. À ce chapitre, le SYDIP a tenu un atelier qui lui a permis de faire une analyse critique de son organigramme. Il a alors été décidé de s'inspirer en quelque sorte de la structure de l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour assurer la double représentation des régions et des fédérations spécialisées (par production) au sein des instances décisionnelles du SYDIP.

Sénégal

«Les Savoirs des gens de la terre»

Un programme intégré de formation et d'accompagnement

Le programme de formation «Les Savoirs des gens de la terre» (LSGT) s'adresse tant aux productrices et producteurs à la base qu'aux élus des organisations paysannes. Il vise à offrir aux paysannes et paysans un ensemble d'activités de formation intimement liées à leurs préoccupations et à leurs actions dans un cursus de formation continue.

Nous parlons de formation continue parce que le programme de formation-accompagnement, initié par UPA Développement international (UPA DI), a été conçu comme un processus continu avec une alternance entre la formation et l'action. Cette alternance se poursuivra, à travers l'accompagnement des paysannes et des paysans par leur organisation, tout au long de l'exercice de leur profession. Cette démarche favorisera l'appropriation du processus de développement à travers la réflexion et la réalisation de projets sur le terrain.

LSGT vise plus spécifiquement à renforcer le savoir-être du paysan et sa conscience citoyenne, favorisant ainsi sa mobilisation pour son propre développement et celui de son milieu. Cette prise de conscience, individuelle et collective, favorise également une ouverture du paysan et de son milieu à de nouveaux savoirs qui se traduiront par un renforcement du savoir-faire, notamment à travers l'acquisition de techniques agricoles améliorées et la mise en place de nouveaux services de soutien à l'agriculture.

Tout comme pour les cours à domicile offerts par l'Union des producteurs agricoles (UPA) au début du siècle dernier aux agriculteurs québécois, les participantes et participants aux formations dispensées dans le cadre du programme LSGT devront s'inscrire et participer de façon assidue aux activités de formation. Ainsi, ils obtiendront un certificat reconnaissant leur engagement dans le programme et dans le milieu.

Au cours de l'année, l'équipe «Les Savoirs des gens de la terre» s'est penchée principalement sur l'élaboration du concept et du mode de fonctionnement ainsi que sur l'élaboration des programmes et de certains modules de formation ou leur mise à jour.

En outre, un répertoire des modules de formation, dispensés à ce jour par UPA DI, ainsi que des modules de formation pertinents produits par l'UPA, par des organisations paysannes partenaires d'UPA DI et par des Organisations non gouvernementales (ONG) collaboratrices, a été conçu.

Finalement, une première mission réalisée au Sénégal a permis d'identifier deux organisations paysannes et une organisation spécialisée en formation du monde rural avec lesquelles UPA DI pourra mener, dès l'an prochain, une première expérimentation de LSGT. Une deuxième mission aura permis de formaliser des ententes avec ces organisations. Une mission de démarrage de l'expérimentation est prévue au début de la prochaine année.

Canada

Pour soutenir son programme d'interventions sur le terrain et s'assurer que ses actions s'inscrivent toujours dans une dynamique de solidarité et une coopération de paysans à paysans, UPA Développement international (UPA DI) réalise au Canada un programme de sensibilisation et de partage d'information.

Rapport annuel

Bien plus qu'un simple rappel des activités réalisées au cours de l'année qui s'achève et des résultats atteints pour chacun des programmes menés par UPA DI, la publication du rapport annuel est une source d'analyses et de réflexions qui inspirent UPA DI et ses partenaires dans la mise en œuvre du programme des années à venir. À ce titre, le rapport annuel reçoit une large diffusion.

Semences de solidarités

Par la publication de Semences de solidarités, UPA DI informe et sensibilise les productrices et producteurs agricoles membres de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et le milieu rural en général. Cette année, deux encarts thématiques de Semences de solidarités ont été insérés dans La Terre de chez nous (TCN).

- Commerce international... pour qui...?
- Décembre sous le signe du commerce international

Revue des affiliés et journaux régionaux

Cette année, en plus de diffuser l'encart Semences de solidarités dans La TCN, des articles ont paru dans différents journaux agricoles régionaux et revues de groupes affiliés à l'UPA. On vise ainsi à rejoindre autrement des productrices et producteurs sur des sujets qui les interpellent.

Participation à des événements

En plus des publications, UPA DI rejoint le milieu agricole et rural en participant et intervenant dans des événements souvent appuyés en cela par ses partenaires du Sud.

- Journée des spécialités de l'UPA, à laquelle ont participé sept stagiaires africains en provenance du Mali, de la Guinée et du Burkina Faso.
- Congrès annuel de l'UPA, lors duquel UPA DI tenait un stand d'information sur ses projets de développement.
- Colloque annuel de l'UPA, en marge duquel UPA DI, de concert avec le GO5, lançait à l'échelle internationale le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ).
- Journée d'échange d'UPA DI, à laquelle ont participé les membres du réseau de maîtres de stage et de producteurs experts, les 17 stagiaires étrangers ainsi que quelques-uns des collaborateurs et partenaires du milieu agricole québécois.

Concours «Famille-Terre»

Dans l'esprit du concours de la «Famille terrienne» au Québec, UPA DI organise chaque année pour ses partenaires du Sud le concours «Famille-Terre». Le principal objectif de ce concours consiste à souligner la persévérance des familles qui travaillent à développer une agriculture dynamique et viable, une agriculture respectueuse des êtres humains et de leur environnement.

Cette année des familles agricoles du Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guinée (Conakry), Mali, Niger, République démocratique du Congo, Rwanda et Sénégal ont été invitées à participer. Le premier prix a été décerné à la famille Soumabéré DIOMA, du Burkina Faso.

Fiche de projet UPA Développement international

Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest et Centrale
El Salvador et Canada

Burkina Faso

Guinée

Mali

Sénégal

Mise en place d'un réseau de fermes et d'une banque d'experts

Pour faciliter la réalisation des échanges entre agriculteurs du Nord et du Sud, UPA DI a mis en place un réseau de fermes pouvant accueillir des stagiaires étrangers qui viennent parfaire leur formation dans un contexte interculturel contribuant également à l'enrichissement réciproque.

Cette année, 17 stagiaires, membres ou permanents des organisations appuyées par UPA DI, dont 14 provenant de pays d'Afrique et trois du El Salvador, ont participé au stage. Onze d'entre eux ont été accueillis par des familles de producteurs québécois qui ont ouvert leur porte et leur cœur à l'autre venu d'ailleurs. Plus qu'un stage technique, cet échange offre aux stagiaires l'occasion d'explorer d'autres façons de faire et de s'inspirer de l'histoire du développement de l'agriculture d'ici. Les stagiaires se rendent compte de tout le chemin parcouru depuis près d'un siècle.

La présence de ces stagiaires au Québec est également une occasion de collaboration avec les fédérations régionales de l'UPA pour organiser la semaine d'intégration et en profiter pour faire découvrir leur région, tant sur le plan de l'organisation du milieu agricole que sur le plan touristique. Cette année la Fédération régionale de Lanaudière était l'hôte des stagiaires. En 2004, ce sera la Fédération régionale du Centre-du-Québec qui recevra.

Toujours pour favoriser les échanges d'agriculteurs à agriculteurs, mais dans l'autre sens, UPA DI a constitué une banque d'agricultrices et agriculteurs, membres de l'UPA, disposés à réaliser des missions de formation ou d'appui technique auprès de nos partenaires dans un contexte interculturel, tout aussi enrichissant pour les deux parties. Quatre personnes des régions de Lanaudière, Mauricie, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean-Valleyfied ont participé à ce programme au cours de l'année. Un producteur d'Outaouais-Laurentides a suivi la formation pré-départ et sa mission au El Salvador aura lieu prochainement.

Burkina Faso

Projet

Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Burkina Faso (PACCBF) phase II
ACDI A019407-001-PR-1

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Action convergente

Durée

5 ans

Période de réalisation

Avril 1998 à mars 2003 avec prolongation
jusqu'au 31 mars 2004

Partenaires terrain

- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques (MAHRH)
- Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles/Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Financement

ACDI – 3 954 000 \$
UPA DI – 70 000 \$

Volet : Commercialisation des céréales

Contexte

L'économie du Burkina Faso repose largement sur le secteur agricole, dont les principales productions sont les céréales, l'élevage et le coton. La majorité des 10,3 millions d'habitants du Burkina Faso se nourrit de céréales produites localement. Même si certaines zones, dont la Boucle du Mouhoun, sont dotées d'un fort potentiel céréalier, le pays vit la précarité au niveau de la sécurité alimentaire. Parmi les principaux facteurs limitant le développement de la production céréalière, nous retrouvons le manque de professionnalisation du secteur, le manque d'outils financiers adaptés à la production et à la faiblesse des revenus tirés par les paysans, compte tenu d'une mauvaise répartition des bénéfices entre les différents intervenants. Actuellement, l'importance de la filière céréalière est reconnue par l'État. Dans ce sens, le gouvernement a lancé en 2003 son plan d'action céréalier.

Sans remettre en cause les facteurs limitatifs, il faut toutefois reconnaître l'évolution de la production au cours des dernières années. Les deux dernières campagnes agricoles ont permis d'enregistrer un accroissement considérable de la production céréalière. Cet accroissement est le résultat combiné de l'augmentation des superficies cultivées et des conditions agronomiques et climatiques favorables. Passant d'une situation déficitaire à une situation de surplus, le secteur céréalier burkinabé est aujourd'hui confronté à une chute drastique des prix. Une situation qui pourrait se renverser au cours de la prochaine année puisqu'une majorité de producteurs seront peut-être tentés de substituer une partie de leur production de céréales en production de coton dont le prix est garanti.

Description du projet

Le projet en est à la fin de sa deuxième phase. Ses principaux objectifs sont de renforcer l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles/Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) dans son développement institutionnel, organisationnel et démocratique ainsi que de consolider le système collectif de mise en marché. Ce dernier a été mis en place en 1992 et ce qui fait sa force est, sans contredit, les paiements anticipés qu'il consent aux producteurs participants. Il vise l'obtention de prix plus équitables pour les productrices et producteurs.

L'atteinte de ces objectifs permettra à l'UGCPA/BM de contribuer à la dynamisation de la filière céréalière en bâtissant une organisation solide et capable de jouer un rôle actif. Cette re-dynamisation de la filière céréalière signifie également une plus grande contribution à l'autosuffisance du pays en commençant par la propre sécurité alimentaire des paysans, puis en regroupant les stocks céréaliers excédentaires et en stimulant la production.

Enjeux de développement et perspectives

La phase II du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Burkina Faso (PACCBF) a pris fin officiellement en mars 2003. UPA Développement international (UPA DI) a par ailleurs poursuivi son appui à l'UGCPA/BM jusqu'en mars 2004 à partir du reliquat des fonds rendus disponibles par l'ACDI. Le partenariat entre les deux organisations se poursuit sur d'autres bases depuis lors.

Au cours des deux dernières années, l'organisation a procédé à une restructuration en profondeur tant sur le plan organisationnel que des outils de gestion ainsi que des mécanismes collectifs de mise en marché. Déjà l'année dernière, les premiers résultats se faisaient sentir; réduction de 25 % des coûts de fonctionnement de l'organisation, accroissement de 100 % des quantités de céréales commercialisées, une plus grande implication des élus dans la réalisation des activités courantes de l'organisation et une plus grande mobilisation des membres.

Malgré des engagements des producteurs supérieurs à tout ce qui a pu être enregistré depuis la mise en place du système collectif de mise en marché, l'organisation a été confrontée lors de la dernière campagne à la situation économique désastreuse du secteur céréalier. Une situation que l'ensemble des intervenants n'avait pu anticiper compte tenu des indicateurs économiques favorables affichés en début de campagne. Une production excédentaire dans toute la sous-région, combinée à des mesures administratives favorisant l'importation et bloquant les exportations, il n'en fallait pas plus pour mettre en péril l'organisation.

Après avoir entrepris de regagner la confiance des producteurs, l'organisation doit maintenant s'attaquer à une crise financière engendrée par un manque à gagner de plus de 160 MFcfa (environ 400 000 \$). Et le secteur céréalier ne semble pas vouloir se stabiliser encore cette année.

Compte tenu qu'au Burkina Faso aucun filet de sécurité n'est consenti aux productrices et producteurs de céréales, il est clair qu'un appui extérieur aux producteurs et à leur organisation s'avère essentiel pour soutenir leurs efforts. L'UGCPA/BM a fait des démarches dans ce sens et a obtenu un soutien financier auprès d'AgriCord pour les deux prochaines années. Cet appui s'inscrit dans la poursuite de la consolidation de l'organisation.

Avancement du projet

Accompagnés par les intervenants d'UPA DI, les élus de l'UGCPA/BM ont adopté et fait valider un plan de redressement en trois points:

- Redressement organisationnel de l'UGCPA/BM.
- Engagement des membres face à leur organisation.
- Redressement des actions de la commercialisation.

Au niveau du redressement organisationnel, l'UGCPA/BM a été amenée à redimensionner son secrétariat permanent en fonction de sa capacité financière. Toujours sur le plan de son secrétariat, le conseil exécutif de l'organisation a revu ses relations de travail avec son personnel afin de s'assurer une collaboration franche et sincère entre élus et permanents. Elle a travaillé à assainir ses finances en mettant l'accent sur le contrôle et la transparence. L'organisation s'assure que les instances jouent pleinement leur rôle et ce, de façon efficace.

Sur le plan des engagements des membres face à leur organisation, les mesures adoptées l'année dernière ont été mises en application. Critiquées par certains, ces mesures ont toutefois reçu l'assentiment de la majorité des productrices et producteurs.

La précision du rôle des instances, tant pour les leaders des zones que les commissaires au compte ou encore le conseil exécutif, s'est traduite à la fois par un meilleur contrôle de l'organisation par les élus et un rapprochement entre la structure et sa base.

Volet : Mise en marché de la fleur de bissap's

Contexte

Au sein du projet de commercialisation des céréales, des groupements de paysannes commercialisent la fleur de bissap's. Le bissap's est une plante de la famille des hibiscus et est aussi connue sous le nom d'oseille de Guinée. Son principal attrait réside dans sa fleur de couleur rouge foncé et aux pétales charnus qui, après dessiccation, sont remis à tremper pour en faire une tisane ou un sirop. La boisson ainsi obtenue est très prisée lors des festivités ou tout simplement comme rafraîchissement. Des facteurs inhérents au système de production et de distribution en ont limité la diffusion. Les paysannes produisent le bissap's comme complément financier familial, mais leurs efforts ne sont pas rémunérés à leur juste valeur. En effet, elles vendent sur le marché local, qui est saturé à certains moments de l'année.

Description du projet

En prenant appui sur la structure organisationnelle de l'UGCPA/BM, dans la perspective d'obtenir de meilleurs prix, les Groupements de productrices agricoles (GPA) organisent collectivement la mise en marché du bissap's. Un autre résultat escompté est l'appropriation du secteur de la commercialisation du bissap's par les paysannes et pour les paysannes.

Les groupements de productrices cherchent à développer un produit biologique de qualité pouvant intéresser des importateurs européens. Ce marché représente un créneau en pleine expansion qui mérite qu'on s'y intéresse.

Enjeux de développement et perspectives

Le bissap's est une production traditionnelle des paysannes et une meilleure commercialisation génère des revenus supérieurs pour ces femmes. Elles réinvestissent leurs revenus dans l'amélioration des conditions de vie de la famille. De plus, le fait d'intégrer la commercialisation du bissap's à une organisation qui commercialise principalement des céréales, produites par des hommes, permet aux femmes de prendre part aux décisions de l'organisation. Le choix des paysannes d'opter pour un bissap's biologique hausse le prix de vente du double. La production en est ainsi rentabilisée.

Aujourd'hui, la demande pour le bissap's biologique est en forte croissance sur les marchés européens. Les productrices de bissap's biologique, regroupées au sein de l'UGCPA/BM, ne sont plus en mesure de répondre à la demande et ont décidé d'intégrer de nouveaux groupements de productrices afin de faire face à cette situation. Cette croissance, bien que souhaitée par toutes et tous, pose un nouveau défi à l'organisation : assurer la qualité du produit et l'encadrement que cela exige.

Avancement du projet

Un encadrement mieux structuré, une implication plus marquée de la part des productrices leaders et des conditions climatiques favorables ont contribué à faire passer la production de 14 à 17 tonnes de bissap's certifié biologique au cours de la dernière année.

Contrairement à l'année dernière, et avec la venue d'un nouvel acheteur dans le paysage, la négociation a joué en faveur des productrices. Cette année, les productrices se sont assurées un meilleur prix pour l'ensemble de leur production et un règlement plus rapide des marchés. Quant au nouvel acheteur, même s'il n'a pas touché un seul kilo de bissap's, il demeure toujours intéressé pour la prochaine saison.

Fiche de projet UPA Développement international

Burkina Faso

Projet

Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)
ACDI A019409-001-PR-1

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Bilatéral

Durée

5 ans et 3 mois et une prolongation de 16 mois

Période de réalisation

Janvier 1999 à mars 2004
Prolongation d'avril 2004 à juillet 2005

Partenaires terrain

- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques (MAHRH)
- Ministère des Ressources animales (MRA)

Partenaires canadiens

Développement international Desjardins (DID) et TecSult international limitée

Financement

Agence canadienne de développement international (ACDI) – 6 500 000 \$

Contexte

Au cours des années 1980 et 1990, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a réalisé, sur trois phases, le Projet micro-réalisations (PMR) qui visait à appuyer les populations dans la mise en œuvre de leurs initiatives de développement. Orientés au début vers des actions à caractère social, les projets se sont progressivement tournés vers l'appui à la réalisation d'activités à caractère économique. Ces appuis se sont par la suite inspirés de l'approche filière, qui est à la base de la philosophie d'intervention du Projet d'appui aux filières bio-alimentaires du Burkina Faso (PAFBBF), communément appelé PAF.

Le PAF devait, selon le calendrier d'exécution initial, se terminer au mois de mars 2004. Toutefois, dès la circulation des résultats de l'évaluation mi-parcours, l'idée d'une suite à ce projet a été émise sans que la nature et la portée des interventions de cette nouvelle phase ne soient nettement définies.

Au mois de septembre 2003, l'ACDI a toutefois demandé au cours d'une rencontre avec UPA Développement international (UPA DI) de planifier, à partir des soldes budgétaires anticipés, une phase de désengagement sur une période d'environ deux ans. Afin d'arriver à maintenir une équipe en place pour la conduite d'un certain nombre d'activités sur une période aussi longue, il convient évidemment de revoir considérablement les activités à mener sur le terrain, en fonction d'objectifs clairement définis.

Au cours de cette phase de désengagement, les parties ont convenu de limiter les actions à certaines activités d'appui par filière pour lesquelles l'atteinte de résultats est probable.

Description du projet

Le projet vise à valoriser les ressources naturelles du Burkina Faso, ceci en vue d'améliorer son économie et d'augmenter conséquemment les revenus d'un segment défavorisé de sa population. Cet objectif est poursuivi à travers quatre types d'appuis :

- La professionnalisation des opérateurs.
- L'information sur les marchés.
- Les outils financiers.
- L'instauration d'un mode de fonctionnement basé sur la concertation, c'est-à-dire les tables filières.

Enjeux de développement et perspectives

Le désengagement de l'État et la libéralisation générale du commerce, notamment entre les pays d'Afrique de l'Ouest, se traduiront à terme par des relations commerciales basées sur les capacités

Fiche de projet UPA Développement international

concurrentielles des filières présentes dans chaque pays. En contribuant au renforcement des filières déjà considérées comme porteuses de développement, le PAF permettra d'accroître la capacité concurrentielle du Burkina Faso. Plus spécifiquement, il permettra aux opérateurs de tirer profit des opportunités de marchés, tout en sachant très bien qu'une filière a la force du plus faible de ses maillons.

Avancement du projet

Il est clair que l'annonce de l'ACDI, en septembre 2003, de s'en tenir à une phase de désengagement a amené UPA DI à revoir l'ensemble de ses activités. Dans un premier temps, la discussion a porté sur la pertinence de maintenir un appui au niveau des quatre filières: banane, bétail-viande, karité et lait. Il a été rapidement convenu que cet appui devait être maintenu au niveau des quatre filières mais que le niveau d'effort devait être modulé en fonction de l'apport de chaque filière à l'atteinte des objectifs définis au programme.

L'équipe a procédé à l'identification des activités à suspendre ou à supprimer sur la base de:

- Leur incidence budgétaire.
- Leur faisabilité dans les délais; les activités devant se terminer avant la fin du programme.
- Leur démarrage; les activités non amorcées en août 2003 ont été retirées de la programmation.

Pour la filière bétail-viande, les efforts du PAF ont servi à redynamiser des structures faïtières de la filière et jouer un rôle de médiateur auprès des parties impliquées au niveau de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou pour sa relance.

Quant à la filière karité, l'appui du PAF a été orienté en regard des enjeux prioritaires définis au niveau du plan stratégique de la filière, à savoir:

- La concertation et la professionnalisation des acteurs de la filière.
- La qualité du produit.
- Le développement du marché.
- Le financement de la filière.

En ce qui a trait au développement de marché, les efforts ont déjà porté fruits. Un marché s'est ouvert du côté européen pour du beurre de karité biologique. La bourse de karité initiée par le programme mérite une mention puisqu'elle a su intéresser un bon nombre d'acteurs.

Du côté de la filière lait, les actions posées par le PAF ont visé en priorité l'accroissement de la production laitière dans un marché en pleine croissance où la demande n'est pas comblée. Pour ce faire, les efforts ont porté prioritairement sur l'amélioration génétique et l'alimentation des bêtes ainsi que sur l'encadrement technique. En ce qui concerne les investissements, le PAF a développé un programme favorisant l'implantation de granges-étables qui a semblé intéresser un bon nombre de producteurs.

La filière banane a de son côté bénéficié de l'appui du PAF pour s'attaquer à quatre grands objectifs du plan stratégique à savoir:

- Le renforcement des liens de concertation et d'échanges commerciaux entre les différents maillons.
- La disponibilité de services d'information adaptés aux activités des opérateurs.
- Le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et productives pour une filière plus moderne.
- La disponibilité de programmes favorisant le développement de la filière.

Ce dernier objectif, malgré les efforts pour intéresser les membres, n'a pas donné de résultat. Cela s'explique en bonne partie par un système bancaire fermé à cette filière.

Afin de boucler les activités du programme, la phase de désengagement se prolongera dans le même esprit qu'amorcé lors de l'annonce de la fin du programme et poursuivra les objectifs suivants:

- Assurer une consolidation des acquis du projet.
- Tirer les leçons de manière à mieux préparer la suite du projet.
- Poursuivre les activités qui permettent l'atteinte de résultats tangibles à l'intérieur des limites de la phase de désengagement.

Fiche de projet UPA Développement international

Guinée (Conakry)

Projet

Programme d'appui aux populations paysannes (PAPP) en Moyenne Guinée
ACDI A-20715-001-PR-1

Entité contractante

Consortium UPA Développement international (UPA DI) et Groupe Conseil CAC International inc.

Type de projet

Bilatéral

Durée

7 ans

Période de réalisation

Février 2003 à janvier 2010

Partenaires terrain

Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) et d'autres fédérations à déterminer

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Financement

ACDI - 11 000 000 \$

Contexte

Classée parmi les pays à faible développement humain, la Guinée se situe au 157^e rang sur 175 pays inventoriés au Rapport sur le développement humain 2003, produit par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Plus de 40 % de sa population vit en situation de pauvreté absolue. Avec un revenu annuel de moins de 239 000 francs guinéens (FG) (environ 192 \$ CA), une bonne partie de sa population ne peut même pas subvenir à ses besoins de base.

La pauvreté en Guinée se répartit de façon inégale parmi les groupes socio-économiques des sept régions administratives du pays, dont la Moyenne Guinée qui représente l'une des poches importantes de pauvreté. Dans cette région, 50,6 % de la population vit sous le seuil absolu de la pauvreté et 14,1 % sous celui d'extrême pauvreté.

La population dans la région des hauts plateaux du Fouta Djallon est majoritairement féminine (54 %). Les femmes constituent la principale force de travail, assurent la grande partie des activités économiques et supportent, pour l'essentiel, le poids de la pauvreté. Ce phénomène s'explique par l'exode des hommes en âge de travailler qui tentent ainsi d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Le Fouta Djallon, qualifié de «château d'eau» de l'Afrique de l'Ouest (source des grands fleuves Sénégal, Gambie et Niger), offre un potentiel considérable de développement économique à cause de ses ressources hydrauliques ainsi que de la qualité et de la disponibilité de terroirs pour la production agricole.

Les populations ont entamé, depuis environ une décennie, un processus de mutation les menant progressivement d'une économie de subsistance à des activités génératrices de revenus et à une économie de marché. Cette préoccupation a favorisé la création de «groupements de producteurs», «d'unions de groupements» et même d'associations faitières sous forme de «fédérations». L'économie de la région est essentiellement agricole.

Description du projet

D'une durée prévue de sept ans, le PAPP privilégie une approche économique qui s'appuie sur une stratégie de renforcement des capacités, centrée sur une démarche «filère de production». Ses actions s'inscrivent en partenariat, en complémentarité et en synergie avec les activités des autres acteurs de développement présents en Moyenne Guinée. Le programme viendra en appui au renforcement des capacités des paysannes et paysans par l'entremise de leurs structures associatives (groupements de base, unions et fédérations) dans la zone du Fouta Djallon, en Moyenne Guinée.

Enjeux de développement et perspectives

Le programme s'inscrit dans les orientations du gouvernement de la République de Guinée en matière de développement humain et de stratégie de réduction de la pauvreté visant notamment à :

- Améliorer les infrastructures physiques, sociales, économiques et financières qui constituent un frein à la croissance.
- Accroître la capacité et améliorer les compétences des populations afin qu'elles parviennent à un meilleur rendement de leur travail et qu'elles en tirent des bénéfices accrus.

Avancement du projet

Cette première année a rendu effectif le démarrage du PAPP.

De façon générale, cette année a permis de mieux saisir le milieu et d'appréhender les besoins et les diverses contraintes, tout en permettant aux partenaires terrain et au PAPP de mieux se connaître.

Cette connaissance du milieu s'est faite à travers différentes études qui ont permis de valider le bien-fondé du PAPP et les différentes stratégies d'intervention. Plus concrètement, l'approbation d'un plan de travail annuel a permis de mener des activités pilotes tout en produisant différents documents contractuels et administratifs.

De plus, les différentes activités ont permis au PAPP de valider la place primordiale de la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) dans le secteur agricole en Moyenne Guinée. Forte de ses 350 groupements et de ses 19 unions, la FPFD couvre largement tout le territoire de cette région. La FPFD est un interlocuteur de choix dans la mise en place d'activités visant l'augmentation des revenus de la population paysanne. Cela s'inscrit dans une stratégie de réduction de la pauvreté en Moyenne Guinée, un objectif commun du PAPP et de la FPFD.

Malgré quelques retards dans la mise en œuvre des activités prévues au plan de travail annuel, certaines activités ont été réalisées, tels une étude des filières pomme de terre et oignon, un portrait socio-économique des femmes en Moyenne Guinée, un plan stratégique de développement de la FPFD, un diagnostic de 10 unions et un plan stratégique pour trois d'entre elles. Une formation sur la gestion axée sur les résultats et une activité de sensibilisation sur le VIH/SIDA ont aussi été dispensées aux élus et employés de la FPFD ainsi qu'à l'équipe de la cellule du PAPP.

Un appui a également été apporté à la FPFD pour l'acquisition d'intrants en fonction de la campagne 2003-2004 et pour la réalisation d'un programme d'alphabétisation. Le PAPP a aussi lancé, dans le cadre d'un appui aux activités génératrices de revenus, une activité pilote d'aménagement de bas-fonds. Finalement, plusieurs informations ont été colligées afin d'identifier les pistes de formation et de recherche appliquée.

L'ensemble de ces activités a permis au PAPP de produire un plan de mise en œuvre adapté aux réalités du terrain et centré sur des priorités partagées avec la FPFD, les unions, les groupements, les paysannes et paysans.

Fiche de projet UPA Développement international

Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Ouest et Centrale
El Salvador et Canada

Burkina Faso

Guinée

Mali

Sénégal

Mali

Projet

Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)
ACDI A-018875-001-PR-1

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Bilatéral

Durée

6 ans

Période de réalisation

Mai 2003 à avril 2009, pour la région de Ségou
Mai 2003 à avril 2006, pour la région de Diré
et la filière blé

Partenaires terrain

À Ségou, Faso Jigi et une organisation de productrices d'échalotes à identifier
À Diré, Baabahuu Jici et des groupements de femmes gestionnaires de batteuses

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Financement

ACDI - 7 228 614 \$

UPA DI - 171 509 \$

Volet Ségou

Contexte

Le Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM) - phase I, réalisé entre 1997 et 2003, a été initié pour s'attaquer aux facteurs limitatifs du secteur céréalier au Mali. À l'époque, on parlait de problèmes liés au morcellement de l'offre, à la variabilité de la qualité, au manque d'information sur les excédents de production à commercialiser, aux besoins de préfinancement de campagne et au manque de connaissance de la demande.

Aujourd'hui encore, ces facteurs limitatifs demeurent mais sont mieux maîtrisés, puisqu'au cours de cette période des actions ont été initiées afin de les contrer. Toutefois, nous sommes forcés de reconnaître que les solutions avancées ne reçoivent pas encore l'adhésion de tous les intervenants du secteur de façon à assurer leur pérennité.

La phase I du PACCEM aura permis également d'identifier des pistes pour renforcer la reconnaissance de l'apport des femmes en agriculture et au sein de l'organisation. Dans cette nouvelle phase, ces pistes devront se concrétiser en plans d'action et en réalisations.

Dans ce nouveau contexte, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a convenu, avec le gouvernement du Mali, de poursuivre son appui à la production céréalière de la région de Ségou pour les six prochaines années. Six années où les efforts vont porter sur la consolidation des acquis et sur l'autonomie des organisations de producteurs de céréales de la région.

Description du projet

À Ségou, le PACCEM verra à accompagner Faso Jigi dans l'atteinte de son autonomie administrative et financière à travers ses activités économiques. Sur ce plan, le système collectif de mise en marché des céréales sera l'outil privilégié pour y arriver.

Fiche de projet UPA Développement international

Afin de soutenir plus particulièrement l'implication des paysannes, le PACCEM appuiera la mise en place d'une organisation de productrices d'échalotes. Sans toutefois prétendre à une autonomie complète de l'organisation au terme de cette intervention, le PACCEM s'emploiera à réunir les conditions qui permettront à l'organisation de productrices de cheminer dans cette direction. Comme pour Faso Jigi, le système collectif de mise en marché sera l'outil privilégié pour permettre à l'organisation de productrices de tendre vers cette autonomie.

Pour favoriser une plus grande implication des femmes dans le processus décisionnel et la mise en commun de services, le PACCEM facilitera le rapprochement de ces deux organisations: Faso Jigi et le groupement de productrices d'échalotes.

Enjeux de développement et perspectives

Le PACCEM vise essentiellement à faire reconnaître davantage le leadership de Faso Jigi par les différents acteurs de la filière céréalière. Le projet devrait également permettre à l'organisation d'atteindre une autonomie organisationnelle et financière assurant ainsi sa pérennité. Les femmes productrices d'échalotes se regrouperont pour mettre en place un système collectif de mise en marché.

À plus long terme, le projet favorisera l'augmentation et la sécurisation du revenu des producteurs tout en contribuant à la croissance économique et à la sécurité alimentaire du pays.

Avancement du projet

Cette première année du projet a permis la production d'un plan de mise en œuvre et d'un premier plan de travail annuel. Ces deux documents ont reçu l'aval du ministère de l'Agriculture du Mali et de l'ACDI à la fin novembre 2003. Parallèlement, UPA Développement international (UPA DI) initiait sur le terrain un bon nombre d'activités planifiées.

Dans une perspective d'autonomie de Faso Jigi, un réaménagement sur le plan des ressources humaines a été entrepris. Il a porté sur l'embauche de ressources propres à Faso Jigi, à commencer par son secrétaire général. Au fur et à mesure que l'organisation procédait à l'embauche de nouvelles ressources, le PACCEM, de son côté, réduisait d'autant son personnel, ne conservant que les ressources spécialisées en appui-conseil auprès de l'organisation sur les plans organisationnel, financier et mise en marché. L'équipe projet procédait donc simultanément à sa réorganisation.

Les activités de mise en marché collective se sont poursuivies avec un accroissement des quantités commercialisées par rapport à la campagne précédente. On se rappellera qu'à la fin de la phase I Faso Jigi avait dû changer d'institution financière partenaire. Le financement de la campagne a été perturbé par certains services financiers décentralisés (SFD) qui ont enregistré la perte d'un marché fort lucratif, puisque repris par le milieu bancaire. À ce propos, et pour une seconde année, Faso Jigi obtenait de la part de la Banque nationale de développement agricole (BNDA) la marge de crédit nécessaire au soutien de la campagne 2003-2004.

Les SFD, se sentant lésés par cette perte de marché, ont fait pression auprès du ministère des Finances et ont trouvé une oreille attentive, obtenant comme résultat la mise en place d'une équipe de trois médiateurs, composée d'un représentant du ministère des Finances, du ministère de l'Agriculture et de la BNDA. Cette équipe de médiation a reçu mandat de trouver un terrain d'entente entre les SFD et Faso Jigi. Un protocole d'entente est sur le point d'être signé à cet effet.

Du côté des productrices d'échalotes, un appui a été donné à deux groupements de paysannes et une première campagne de commercialisation a été complétée. Les résultats laissent entrevoir des perspectives prometteuses. D'autres groupements de productrices sont en attente d'un appui de la part du PACCEM pour la prochaine campagne.

Volet Diré

Contexte

Pour la filière blé, beaucoup d'efforts ont été consentis par le PACCEM I et le Projet d'appui aux producteurs de blés de Diré (PAPBD). Aujourd'hui il faut le reconnaître, ces efforts n'ont pas donné tous les résultats escomptés, tant sur le plan du développement que de l'organisation de la production. Si nous voulons lever les goulots d'étranglement de la filière, un travail de concertation de tous les acteurs doit être entrepris. Cette concertation doit voir à définir un plan de développement de la filière et à s'assurer que l'État malien endosse et soutienne ce plan. Une fois ce travail réalisé, le gouvernement devra intéresser ses partenaires au développement pour qu'ils soutiennent à leur tour les mécanismes de développement retenus.

Comme pour Ségou, la phase I du PACCEM a tenté de renforcer la participation, et surtout la reconnaissance de l'apport des femmes de la région Diré au sein de la filière blé. La présente phase devra poursuivre son appui en ce sens.

Pour les producteurs de blé de la région de Diré, l'ACDI s'est engagée pour une période de trois ans à soutenir la consolidation et le développement de la filière en invitant tous les partenaires à s'y investir.

Description du projet

PACCEM poursuivra, avec Baabahuu Jici, son soutien à la consolidation de l'organisation de la production et de la mise en marché du blé. Comme pour Ségou, en soutenant des activités économiques spécifiques pour les femmes de Diré, particulièrement l'opération de batteuses de blé, le PACCEM vise à assurer aux femmes une participation aux délibérations et à la prise de décisions au sein de la filière blé.

Au cours des trois années que durera l'intervention à Diré, UPA DI favorisera la concertation entre tous les acteurs de la filière blé, tant au niveau régional que national. Au terme de cette opération, un plan de développement de la filière blé sera déposé au niveau de l'État malien.

Enjeux de développement et perspectives

Pour la filière blé, le projet permettra à Baabahuu Jici de se renforcer en favorisant une plus grande mobilisation des membres. Le projet permettra également une plus grande participation des femmes au sein de la filière, particulièrement à partir de l'opération de batteuses, favorisant non seulement une plus grande reconnaissance du rôle des femmes, mais une augmentation de leurs revenus. Enfin, l'engagement des autres partenaires, dont l'État malien, facilitera le développement de la filière blé.

Avancement du projet

Concernant l'état d'avancement de la concertation au sein de la filière blé, le démarrage a été laborieux, tant pour le recrutement du consultant malien responsable du dossier que pour la mise en place du cadre de concertation régionale et nationale. Ce n'est qu'en décembre 2003 que le processus a réellement pris son envol. Le ministère de l'Agriculture a procédé à la mise en place de ces tables de concertation au premier semestre de l'année 2004. Les membres de la table de concertation de Diré ont participé à une formation sur le rôle que devait jouer cette table, et une première réunion a été tenue. Sur le plan national, le comité de suivi a été mis en place mais ne s'est toujours pas réuni. Un arrêté ministériel est attendu pour le mois d'avril 2004 afin de formaliser l'existence de ces comités. La prochaine année devrait être cruciale pour l'avenir de cette filière.

Du côté des femmes, des batteuses de blé ont été introduites auprès de groupements de femmes, qui en sont à leur deuxième campagne. Un intérêt marqué pour ce type de mécanisation va nous amener, au cours des prochaines années, à accroître le nombre de groupements de femmes détentrices de batteuses. Comme pour les productrices d'échalotes de la région de Ségou, l'optimisme est de mise.

Fiche de projet UPA Développement international

Sénégal

Projet

Appui à l'entrepreneuriat forestier de Kolda (PAEFK)

Entité contractante

Consortium Tecsalt International et UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Appui à la gestion rationnelle de la forêt en développant des productions alternatives (miel, anacarde, plantes médicinales, etc.)

Durée

4 ans

Période de réalisation

Juillet 2001 à septembre 2005

Partenaires terrain

Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Direction des Eaux et Forêts

Financement

Agence canadienne de développement international (ACDI) - 2 384 654 \$

Contexte

Le Projet d'appui à l'entrepreneuriat forestier de Kolda (PAEFK) veut favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté à travers l'exploitation durable des ressources naturelles et le développement du secteur forestier. Le projet vise les filières les plus prometteuses en terme de possibilités de développement économique, de valeur ajoutée et d'une meilleure rémunération du travail des populations ciblées par le projet.

Description du projet

Le projet PAEFK est constitué de deux composantes et vise à appuyer les opérateurs des filières anacarde, miel, bambou et plantes médicinales. UPA Développement international (UPA DI) intervient sur la composante 2, portant sur l'appui au développement des activités économiques et de l'entrepreneuriat dans le secteur forestier. Cette composante comprend quatre volets :

- Recherche et expérimentation.
- Développement des capacités des opérateurs forestiers.
- Appui aux activités économiques et au développement de l'entrepreneuriat.
- Développement de stratégies favorisant l'égalité des sexes, le suivi environnemental et la concertation avec d'autres intervenants.

Enjeux de développement et perspectives

À long terme, le projet PAEFK devrait mener à l'amélioration de la gestion des ressources forestières dans une perspective d'accroissement du potentiel et de rationalisation de l'exploitation. Par conséquent, nous devrions constater une diminution de la pauvreté des populations et une réduction des écarts socio-économiques entre les hommes et les femmes. Mais il faudra préalablement développer les capacités techniques et entrepreneuriales des opératrices et opérateurs. La recherche et le développement sur les marchés, les produits et les technologies, appuyés par des formations adaptées et le soutien à des projets économiques viables nous permettront d'atteindre les résultats escomptés.

Avancement du projet

Le projet a atteint sa vitesse de croisière et continue ses efforts de renforcement des filières apicole et anacarde. Pour le miel, les travaux visaient à comparer en milieu réel différents modèles de ruche pour que les producteurs puissent choisir en toute objectivité ce qui leur convient le mieux. Des tests de marchés ont également été conduits pour le miel casamançais sur le marché dakarois. Du côté de l'anacarde, des prototypes pour le décorticage des noix sont actuellement à l'essai. Les principaux partenaires du projet, surtout des groupes de productrices et producteurs, ont également été fortement sensibilisés à la protection et à l'exploitation durable des ressources ligneuses des forêts classées de Bakor et Mahon, qui comptent parmi les plus importantes réserves forestières du pays.

Poste restante

Monsieur le Président, je vous écris cette lettre que vous lirez peut-être, si jamais elle parvenait jusqu'à vous, se faufilant ainsi à travers les mailles de votre administration qui vous éloigne de tant de réalités.

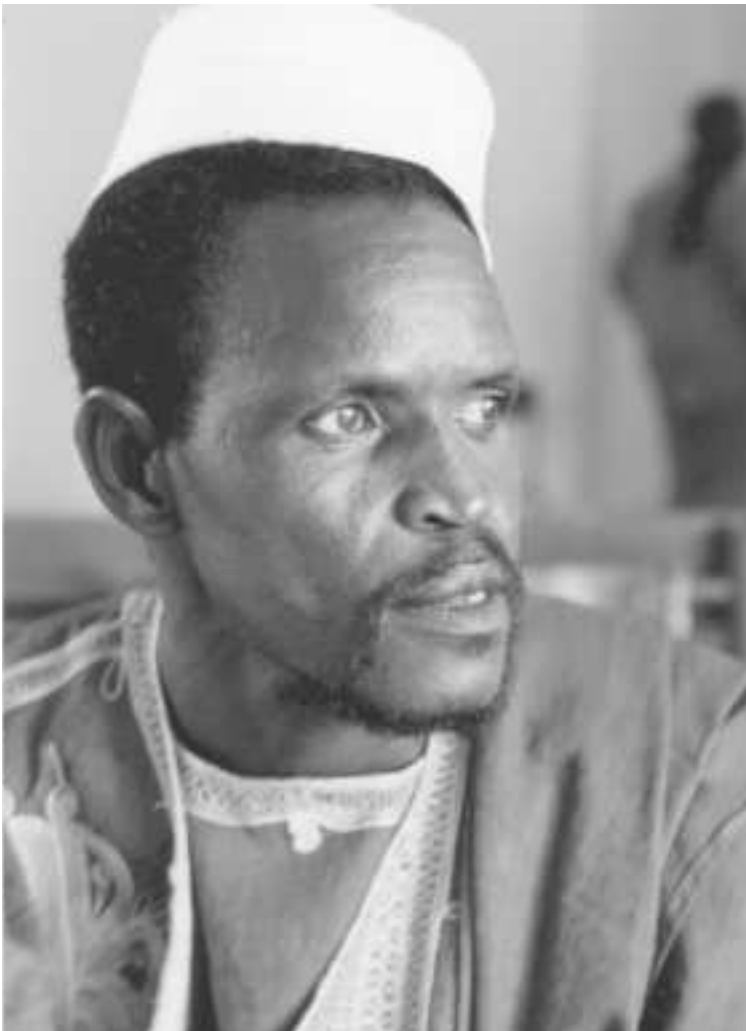
Monsieur le Président, lorsque j'ai pris la relève de mon père pour cultiver la terre, je croyais avoir la fonction de nourrir le monde tout en faisant vivre ma famille. D'ailleurs, dans ma famille justement, comme dans tant d'autres, plusieurs générations se sont vues investir de la même illusion. Avec une différence cependant. Jusqu'à mon père, la valeur du travail était reconnue. Or, dans l'état actuel du monde, il n'y a que le vedettariat qui paye noblement. Pour le reste, ce sont les astucieux en possession de capitaux et ceux qui, de façon élégante, font dans les délits d'initiés qui

parviennent à leur fin. Alors que pour les autres, toute leur vie sert à satisfaire leur faim.

J'ai les mains rugueuses, il est vrai. Les mains rugueuses d'avoir travaillé saison après saison à faire rendre plus généreuse encore cette terre qui m'habite jusqu'au plus profond de mon être. Mais plus elle m'en donne, moins il m'en reste. J'ai mis du temps à comprendre, surtout qu'à vous écouter tous, présidents que vous êtes, on croit tellement que vous souhaiteriez que les choses soient autrement.

Il m'aura fallu une grande rencontre à Cancun pour saisir une autre dimension de ma ferme. Lorsque j'ai vu autant de vestons, cravates, venus prendre des décisions pour notre mieux-être, j'ai commencé à m'interroger. Je me suis approché, peu à peu, suffisamment pour serrer des mains. Presque chaque fois ce sont des mains molles, sans tonus, qui se sont enfoncées dans la mienne. Des mains qui, manifestement, n'ont jamais touché la terre, des mains qui n'ont jamais essuyé un front poussiéreux, en sueur d'avoir trop donné. Des mains incapables de donner la moindre direction à qui que ce soit, puisque incapables de se tenir droites, de se tenir, «point», serrées.

Des mains qui, au bout d'un bras, allaient signer l'avenir des autres, œuvrant à bout de bras. Il y avait là quelque chose de surréaliste. Monsieur le Président, avec tout le respect que nous devons à votre fonction, je ne peux m'empêcher de vous dire qu'au fond, la mascarade n'est pas le fait que des mains molles aient la main mise sur les mains rugueuses que sont les miennes. Non, la mascarade vient du fait que vos hommes de main n'ont jamais rien fait pousser, n'ont jamais commercé quoi que ce soit et qu'ils vont rentrer chez eux pénards avec, au bout du compte, une prime à l'index pendant que les autres à qui on voulait du bien, devront continuer de se défendre mains nues, manus causa.



Cahier F

Information sur les programmes

«Il (le président) parle et le silence est tel qu'on entend les mouches voler et qu'on les entend si distinctement voler qu'on n'entend plus du tout le président parler, et c'est bien regrettable parce qu'il parle des mouches, précisément, et de leur incontestable utilité dans tous les domaines et dans le domaine colonial en particulier.» p. 7

«Mais quand les mouches s'ennuient elles meurent, et toutes ces histoires d'autrefois, toutes ces statistiques les emplissant d'une profonde tristesse, elles commencent par lâcher une patte du plafond, puis l'autre, et tombent comme des mouches, dans les assiettes... sur les plastrons, mortes comme le dit la chanson.» p. 8



Mission d'UPA Développement international (UPA DI) : Soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement.

TYPES D' ACTIONS

PAYS	PARTENAIRES *	Renforcement des capacités	Développement organisationnel	Soutien au développement de la production	Systèmes collectifs de mise en marché	Mécanismes de concertation : approche table filière	Soutien au développement des politiques	Échanges entre gens de la terre	Valorisation de la profession : concours Famille-Terre	Sensibilisation du monde agricole
AFRIQUE DE L'OUEST (7 pays)	Divers partenaires dans le cadre du Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA)** d'Afrique de l'Ouest, en ce qui a trait au commerce international	X					X	X		X
BÉNIN	Groupements d'exploitants agricoles (GEA) du Bénin						X	X	X	
BURKINA FASO	Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)	X	X	X	X		X	X	X	X
	Coopérative de mécanisation agricole de la Boucle du Mouhoun (COMABM)	X	X					X		
	Associations composant les filières lait, banane, karité, et bétail-viande	X	X	X		X	X	X	X	X
CAMEROUN	Fédération des producteurs d'oignons de l'Extrême-Nord (FÉPRODEX), et Coopérative de TIGNÉRE	X	X	X	X			X	X	X
CANADA	Union des producteurs agricoles (UPA), différentes fédérations régionales et spécialisées, Coopérative fédérée de Québec et le mouvement agricole en général	X						X		X
	Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) et GO5***				X		X	X		X
EL SALVADOR	Central Cooperativa Agropecuaria (CCA)	X	X	X				X	X	
GUINÉE	Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD)	X	X	X	X		X	X		X
MALI	Faso Jigi (Ségou)	X	X		X		X	X	X	X
	Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) et Baabahuu Jici (Diré)	X	X	X	X		X	X	X	X
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	Syndicat de défense des intérêts des producteurs (SYDIP) et la Fédération des producteurs agricoles du Congo (FOPAC)	X	X	X				X		X
SÉNÉGAL	Associations composant les filières miel et anacarde, ainsi que les groupements de femmes de la région de Kolda	X	X	X						
	Fédération des périmètres autogérés (FPA)	X	X	X	X		X	X	X	
	Union des groupements paysans de Meckhé (UGPM)	X	X	X	X		X	X	X	
	Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA)	X	X	X	X		X	X		X

* Un même partenaire peut être associé à plusieurs projets différents.

** Bénin: Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO-Bénin), Groupement des exploitants agricoles (GEA-Bénin), Réseau des chambres d'agriculture du Bénin (RCAB) - Burkina Faso: Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM), Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso (UNPCB) - Côte d'Ivoire: Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI) - Guinée: Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), Association des producteurs de cajou de Banko (APCB), Chambre régionale d'agriculture de la Guinée forestière (CRA-GF) - Mali: Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP), Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM), Faso Jigi - Niger: Coordination nationale de la plate-forme paysanne du Niger (CNPPF/N), Rassemblement démocratique des femmes du Niger (RDFN), Union nationale des coopératives (UNC) - Sénégal: Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN), Organisation nationale des producteurs de fruits et légumes du Sénégal (ONAPES) - Organisations d'envergure Ouest africaine: Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles (ROPPA), Réseau des chambres d'agriculture de l'Afrique de l'Ouest (RÉCAO).

*** Groupement de fédérations spécialisées au sein de l'UPA, associées à la gestion de l'offre.